

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

PSA-Stellantis Poissy: pour la démocratie ouvrière et syndicale

- **L'intelligence artificielle**
- **La résurgence du pacifisme**
- **Afrique : une aide intéressée**
- **La voiture électrique**
- **Engels et la classe ouvrière anglaise**

Au sommaire de ce numéro

PSA-Stellantis Poissy : pour la démocratie ouvrière et syndicale	1
Intelligence artificielle : remplacer l'intelligence humaine ou la libérer ?	8
Une résurgence du pacifisme ?	15
Afrique francophone : une aide très intéressée	23
La voiture électrique, ses enjeux économiques et politiques	31
Friedrich Engels, <i>La Situation de la classe laborieuse en Angleterre</i> (1845) : l'actualité d'un ouvrage pionnier	38

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à

chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail :
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Des militants de Sud Stellantis Poissy.

PSA-Stellantis Poissy: pour la démocratie ouvrière et syndicale

Le combat pour l'émancipation des travailleurs est inséparable de celui pour la démocratie ouvrière, sans laquelle ni la révolution ni l'exercice du pouvoir par les travailleurs ne sont possibles. Permettre à ces derniers de faire l'apprentissage de la démocratie, dans les syndicats comme dans les luttes, est donc l'un des aspects essentiels de notre combat. La lutte pour faire respecter la démocratie syndicale dans la CGT de PSA Poissy, dans les Yvelines, depuis deux ans, s'inscrit pour nous dans ce cadre.

L'objectif politique des communistes révolutionnaires est que les travailleurs dirigent la société. Si cet objectif, dans la période de recul que nous vivons, paraît éloigné, cela n'empêche pas de militer pour que les travailleurs commencent par diriger leurs propres luttes et leurs propres organisations de base que sont les syndicats.

Dans les entreprises, cela passe par une lutte permanente contre les bureaucraties syndicales, dont l'objectif est précisément l'inverse, c'est-à-dire de diriger à la place des travailleurs.

La lutte que viennent de mener les militants du syndicat CGT de PSA Poissy contre la Fédération des travailleurs de la métallurgie (FTM) de la CGT, pendant deux ans, est l'un des épisodes de ce combat pour la démocratie ouvrière. C'est, entre autres, parce que le syndicat CGT de l'usine de PSA Poissy a pris l'habitude de fonctionner de façon démocratique que la FTM a engagé la bataille pour le détruire. Mais c'est aussi précisément grâce à cela que les bureaucrates de la Fédération ne sont pas parvenus à leurs fins : le syndicat qu'ils ont voulu détruire continue d'exister de la même manière, sous une autre

étiquette, avec les mêmes pratiques et le même soutien des travailleurs.

En 2022, la FTM a en effet exclu la totalité du syndicat historique de l'usine de Poissy, et a essayé de le remplacer par un autre syndicat CGT, à sa main. Les militants exclus ont constitué un syndicat Sud, et les élections professionnelles 19 avril dernier ont permis aux travailleurs de l'usine de trancher : la « nouvelle » CGT, soutenue par la FTM, est tombée à 10,5 % chez les ouvriers, divisant par trois le score de 2019 de la CGT historique, et à 8 % sur l'ensemble des trois collègues. Quant au syndicat Sud constitué par les militants exclus de la CGT, il a remporté plus de 21 % des voix chez les ouvriers.

LA CGT À POISSY

Stellantis Poissy est la plus grosse usine de production industrielle d'Île-de-France, avec 3 000 salariés, dont 2 400 ouvriers. Comme dans tout le groupe Peugeot-Citroën, la direction y a toujours eu une politique répressive contre les syndicats combattifs, pourchassant, d'une main, les militants de la

CGT, et favorisant, de l'autre, des syndicats « maison » tout dévoués à sa cause : la CFT, dans les années 1960 et 1970, devenue plus tard la CSL, puis en 1999 Force ouvrière.

Mais toute médaille a son revers : faire la chasse aux militants combattifs peut aussi avoir pour conséquence de les sélectionner, de les aguerrir et de les renforcer : à Peugeot, depuis des décennies, un militant syndical qui a la carte de la CGT n'a rien à espérer d'autre que d'être en butte aux sanctions et au risque de licenciement pour le moindre prétexte. Cette politique répressive de la direction a fait naître à Poissy un syndicat CGT solide et endurci, dont les militants, s'ils n'ont plus à s'affronter physiquement aux nerfs du syndicat maison, comme dans les années 1970 et 1980, collectionnent les sanctions, les menaces de licenciement, les gardes à vue, voire les peines de prison avec sursis.

La CGT de PSA Poissy s'est construite en grande partie grâce aux militants du PCF, dans ce qui était une usine Simca dans les années 1960, et grâce au dévouement et à la ténacité d'ouvriers d'origine immigrée, triplement en butte

aux attaques de la direction, parce qu'ouvriers, parce que CGT et parce qu'immigrés. Ce sont eux qui ont construit le syndicat et l'ont fait vivre au quotidien. La CGT s'est, par la suite, renforcée de la présence de militants de Lutte ouvrière, dans les années 1990 d'abord, puis après la fermeture en 2013 de l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Mais ce sont les militants « historiques » qui ont, aujourd'hui encore, le poids et l'influence les plus déterminants dans l'usine, à l'image de son secrétaire général, Farid Borsali, qui concentre à lui seul des dizaines de journées de mise à pied, deux tentatives de licenciement et une condamnation à de la prison avec sursis à la suite d'un coup monté par la direction.

L'une des principales forces de ce syndicat, en plus de la ténacité de ses militants, est son caractère démocratique : les décisions y sont prises collectivement, les réunions de direction hebdomadaires (secrétariat) sont ouvertes à tous les syndiqués, et chacun a la possibilité de s'y exprimer. Ce fonctionnement collectif allait être déterminant dans la lutte contre les structures nationales de la CGT.

LA FTM MAIN DANS LA MAIN AVEC LA DIRECTION

La CGT de Poissy, en 2019, a obtenu 32 % aux élections professionnelles au premier collègue (ouvriers), – preuve que, malgré toute la politique répressive de la direction, un nombre important de travailleurs plaçaient leur confiance dans les militants les plus combatifs.

La Fédération des travailleurs de la métallurgie de la CGT a pourtant décidé, en 2021, de s'y attaquer. Le ton combatif, lutte de classe, de ce syndicat, son refus de signer quelque accord que ce soit avec le patron, son fonctionnement démocratique,

son rejet de la ligne de plus en plus conciliatrice de la Fédération, sont autant de raisons qui laissent à penser que la CGT de Poissy était dans le viseur des bureaucrates de Montreuil depuis longtemps. Il suffisait d'attendre la bonne occasion. Celle-ci s'est présentée début 2021, lorsqu'un petit groupe de délégués de l'usine s'est déclaré en opposition avec la majorité du syndicat et est allé se plaindre dans le giron des dirigeants de la FTM, accusant les responsables du syndicat de ne pas se comporter conformément « aux valeurs de la CGT ». Ironie de l'histoire, le premier de ces oppositionnels, prétendu gardien du temple des « valeurs de la CGT », qui avait déclenché le conflit en 2021, est aujourd'hui retourné à FO, le syndicat patronal de l'usine.

La Fédération de la métallurgie s'est jetée sur ce conflit – parfaitement banal dans la vie de tout syndicat –, y voyant une occasion en or de se débarrasser d'une organisation trop peu obéissante à son goût.

La FTM a commencé par demander que la CGT de Poissy tienne un congrès extraordinaire pour résoudre le conflit – ce que le syndicat a fait, organisant à l'automne 2021 un congrès qui a réuni plus de 190 syndiqués... auquel ni les oppositionnels ni les dirigeants de la FTM n'ont daigné assister. L'initiative du congrès s'est retournée contre la Fédération,

puisque la direction sortante du syndicat y a été réélue à l'unanimité.

Mais, à la direction de la Fédération, l'avis des syndiqués compte pour rien dès lors qu'il ne va pas dans son sens. Puisqu'elle avait échoué à détruire la CGT de l'intérieur, la FTM attaqua alors de l'extérieur, en créant un deuxième syndicat CGT au sein de l'usine, en toute illégalité et au mépris des statuts de la confédération.

La CGT historique répliqua en faisant circuler dans l'usine une pétition contre la division syndicale. Portant la signature de plus de 1000 ouvriers, celle-ci montra le soutien dont elle bénéficiait chez les travailleurs.

La Fédération réussit à faire reconnaître par un juge particulièrement complaisant cette seconde CGT. Puis, elle « exigea » d'un patron de PSA tout aussi complaisant – pour ne pas dire ravi – qu'il prive les militants de la CGT historique de tous leurs moyens de militer. Dans la nuit, le patron fit aussitôt changer les serrures du local CGT – faisant dire aux militants que l'on n'avait jamais vu la direction de Poissy montrer autant d'empressement à satisfaire une exigence de la CGT.

À partir de l'été 2022, les militants de la CGT historique ont dû militer sans moyens, sans mandats, avec l'interdiction de quitter leur poste de travail et même – sous peine de sanction – celle de se trouver dans l'usine en de-



Prise de parole de Farid Borsali, pour la CGT historique de PSA Poissy, à la manifestation des travailleurs de la métallurgie, le 25 novembre 2021

hors de leurs horaires de travail. Mais ils se sont toujours donné les moyens de continuer à se réunir pour discuter ensemble de la situation et prendre collectivement toutes les décisions importantes.

Ils ont assumé cette situation, comme l'ont fait des générations de militants ouvriers avant eux, pendant des décennies, qui ont su militer sans moyens légaux, à l'époque où n'existaient ni mandats, ni délégués, ni même syndicats reconnus – situation qui existe encore dans de nombreux pays du monde, et qui n'empêche pas les militants de faire leur travail.

UN VOTE QUASI UNANIME MAIS... « CADUC »

Parallèlement à cette situation dans l'usine, la FTM s'est aussi attaquée à la CGT à l'échelle de tout le groupe Stellantis, qui avait élu comme délégué syndical central (DSC) Jean-Pierre Mercier, militant à Poissy et l'un des animateurs de la grève contre la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois.

C'est en premier lieu le soutien de tous les syndicats CGT du groupe Stellantis au syndicat de Poissy qui lui a attiré les foudres de la FTM. Mais c'est aussi le fait que la CGT du groupe fonctionnait, au fond, de la même manière que la CGT de Poissy : sur une ligne antipatronale, lutte de classe, et de manière collective et démocratique. Le fonctionnement collégial à l'échelle du groupe, appuyé non sur des oukases venus d'en haut mais sur des discussions fraternelles, des réunions régulières et ouvertes, en un mot, sur la confiance entre militants, ne pouvait qu'apparaître insupportable à la Fédération, dont les mœurs et les usages, c'est peu de le dire, ne sont pas ceux-ci.

En même temps qu'elle sabordait la CGT de Poissy, la Fédération a donc entrepris de se

débarrasser de Jean-Pierre Mercier en tant que délégué central du groupe PSA. Elle a essuyé le même revers qu'à Poissy, puisque le 13 mai 2022, lors d'une assemblée générale tenue dans le hall du siège national de la CGT à Montreuil, au vu et au su de tous, 88 % des 220 militants venus de tout le pays réélurent Jean-Pierre Mercier. « Vote caduc ! », déclara alors la FTM, qui imposa sans discussion comme délégué central un militant dont personne ne voulait.

LES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES D'AVRIL 2023

À l'automne 2022, la FTM réussit à faire valider par une juge l'exclusion de la totalité des militants de la CGT historique de Poissy.

Exclus de leur confédération, les militants de Poissy n'avaient plus d'autre choix que de changer d'affiliation. Ils se réunirent à nouveau en congrès, en décembre dernier, pour décider leur adhésion à Sud, entraînant avec eux plus de 215 adhérents.

Les bureaucrates de Montreuil pensaient qu'il suffisait de retirer leur soutien à ces militants pour qu'ils disparaissent. Mais, pour des militants attachés à la démocratie ouvrière, ce n'est pas la reconnaissance par les structures bureaucratiques ou une juge – et encore moins par les patrons – qui est indispensable : c'est celle des

travailleurs. Pendant toute cette bagarre, les militants de la CGT historique n'ont cessé de répéter que les seuls juges seraient, au bout du compte, les travailleurs eux-mêmes.

C'est ce qui s'est produit le 19 avril dernier, lors des élections professionnelles. Après une campagne lors de laquelle les militants soutenus par la Fédération n'ont reculé devant rien – calomnies, mensonges, insultes, menaces physiques –, les travailleurs ont tranché : le nouveau syndicat Sud a recueilli 21,2 % au premier collège (ouvriers), contre 10,5 % à la CGT soutenue par Montreuil. En comptant les votes du deuxième et du troisième collège, la CGT est tombée sous les 10 % et a perdu sa représentativité légale.

Les travailleurs les plus combattifs de l'usine ont parfaitement compris que ce qui fait un syndicat, ce n'est pas son étiquette, mais les militants qui le font vivre. La FTM a réussi à faire s'effondrer la structure qu'elle avait artificiellement créée, mais pas à convaincre les travailleurs de se détourner des militants les plus déterminés, dont le syndicat s'appelle désormais Sud.

LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

Si, militants de Lutte ouvrière, nous avons pris toute notre part dans le combat de la CGT historique de Poissy pour la démocratie, c'est parce que, en



Le 29 septembre 2022.



Rassemblement pour la défense de la démocratie syndicale devant le tribunal de Bobigny, le 20 octobre 2022.

tant que militants communistes révolutionnaires, nous nous battons pour que les travailleurs apprennent à se diriger eux-mêmes. C'est la base de nos idées politiques : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », écrivait Marx pour l'Association internationale des travailleurs. Cette idée, nous la défendons partout, sur tous les terrains et avec tous les outils que nous offre une situation donnée.

Ainsi, dans les élections politiques, nous défendons l'idée qu'il n'y a pas de « sauveur suprême » et que, plutôt que d'attendre que l'élection d'un politicien quelconque résolve leurs problèmes, les travailleurs doivent entreprendre de les résoudre eux-mêmes. Dans un atelier, nous militons pour que les travailleurs confrontés à une difficulté ne se contentent pas de se tourner vers un délégué pour qu'il la règle à leur place, mais se réunissent et s'organisent pour le régler collectivement. Dans une grève, nous combattons l'idée d'une direction automatiquement assumée par les dirigeants des syndicats, et mettons en avant les comités de grève, c'est-à-dire une direction élue, responsable et révoquable par les grévistes, sous leur contrôle, composée aussi bien

de syndiqués que de non-syndiqués. Et demain, lorsque arriveront des bouleversements révolutionnaires, nous militerons pour que ceux-ci soient dirigés par des soviets, des conseils ouvriers, c'est-à-dire par les travailleurs eux-mêmes.

« *La démocratie ouvrière, c'est la domination politique du prolétariat* », écrivait Trotsky. C'est très précisément pour cette raison que les bureaucrates syndicaux la combattent, et pour cette raison que nous la défendons. C'est une lutte profondément politique, au sens où elle participe du combat plus général pour l'émancipation des travailleurs.

Les bureaucrates syndicaux, qu'ils soient de la CGT ou d'ailleurs, à l'exact opposé de cette vision de syndicats dirigés par la base, se disputent le rôle de « chefs » du prolétariat, ce qui les amène à réduire la lutte syndicale à une bataille d'appareils, de boutiques en concurrence pour des places, des prébendes et un peu d'influence auprès de la bourgeoisie et de ses gouvernements.

Notre courant politique a toujours milité contre cet émiettement du mouvement syndical – qui ne sert que la bourgeoisie et a été, du reste, en partie organisé par elle. La classe ouvrière

serait évidemment bien mieux armée si elle disposait d'un syndicat unique, d'une seule organisation syndicale, présentant un front uni face au patronat et à ses gouvernements.

Cette position est évidemment indissociable de la question de la démocratie. Un syndicat unique sans démocratie totale en son sein peut même se transformer en un outil de dictature contre la classe ouvrière – l'URSS stalinienne l'a parfaitement montré en son temps.

Pour être une arme utile pour les travailleurs, un syndicat unique doit au contraire permettre à toutes les idées, toutes les tendances, de s'exprimer librement et de débattre – y compris en permettant de s'organiser en fractions – afin que les travailleurs, quels que soient leurs idées et leur niveau de conscience, puissent décider eux-mêmes, par la confrontation des idées, d'une politique. Ce serait une école de la démocratie ouvrière, où les travailleurs apprendraient l'unité malgré la diversité des opinions et des engagements politiques. C'est d'ailleurs de cette manière que fonctionne un comité de grève, et que fonctionneront, demain, les conseils ouvriers.

Dans ce sens, travailler à faire vivre la démocratie ouvrière –

ou plutôt à la ressusciter –, c'est préparer l'avenir. Apprendre aux travailleurs à contrôler et à diriger eux-mêmes leurs organisations de base, c'est le premier pas d'un apprentissage qui les conduira, à l'avenir, à contrôler et diriger eux-mêmes l'ensemble de la société. C'est en cela que la restauration de la démocratie ouvrière est un élément fondamental de notre lutte politique. C'est la condition qui garantit l'unité des travailleurs dans leur combat contre la bourgeoisie.

À une modeste échelle, c'est la politique que cherchent maintenant à défendre les militants qui animent le syndicat Sud de Poissy. Dès le lendemain des élections, ils se sont adressés à la CGT dans une « lettre ouverte », pour « *tendre la main* » à ses militants et leur proposer une politique unitaire, « *pour mener ensemble les combats contre le patronat et le gouvernement, dans l'unité et la démocratie* » (Voir page 7).

UNE DÉMONSTRATION DE LA FTM

Le résultat des élections professionnelles à Poissy constitue un désaveu cinglant pour la FTM et sa politique de division et, au-delà, pour la direction confédérale de la CGT, qui n'a jamais levé un doigt pour empêcher les cadres de la FTM de nuire.

Les méthodes de la Fédération ont certes choqué de nombreux militants de la CGT, mais c'est tout l'appareil central de la Confédération qui s'est solidarisé de la FTM. Il partage en effet avec cette dernière, depuis des années, la volonté de donner une autre image de la CGT, moins lutte de classe et davantage « force de proposition », expliquant que la CGT doit prendre toute sa place dans les négociations avec le gouvernement et le patronat, et ne pas

laisser la seule CFDT jouer le rôle de syndicat « responsable ». La Confédération partage aussi la détestation bureaucratique de toute structure organisée démocratiquement, donnant toute leur place aux militants du rang et ne cultivant pas une mentalité de petits soldats.

Cette méfiance épidermique vis-à-vis des pratiques démocratiques élémentaires – qui est, en réalité, une méfiance envers les travailleurs eux-mêmes – est une constante à la CGT depuis des dizaines d'années. Les plus anciens des militants se souviennent que, dans les années 1960 ou 1970, il suffisait de chercher à réunir les travailleurs pour discuter dans un atelier, pour être aussitôt catalogué « trotskyste » par l'appareil de la CGT, et en général exclu séance tenante.

L'attitude de la CGT actuelle présente néanmoins un certain nombre de différences avec celle du passé.

Dans le passé, la CGT et le PCF organisaient la chasse aux militants trotskystes parce qu'ils étaient stalinien, au sens politique de ce terme. Ce qui signifiait qu'ils décidaient de leurs orientations, en dernier ressort, en fonction des intérêts de la bureaucratie soviétique. C'est à ce titre qu'ils pourchassaient les militants trotskystes, leur interdisant de s'exprimer, voire les passaient à tabac. Mais c'était déjà parce que le courant trotskyste militait pour le rétablissement de la démocratie ouvrière – combat qui a commencé en URSS, du temps de Trotsky.

Aujourd'hui, la direction de la CGT n'est plus politiquement « stalinienne ». Pas plus d'ailleurs que celle du PCF, avec laquelle la direction de la CGT n'a plus les mêmes liens que par le passé, passé et liens qu'elle tente d'ailleurs de gommer. Du stalinisme, elle n'a conservé que le bureaucratisme, les méthodes de voyous, l'habitude de la calomnie et du mensonge... et un

programme politique fait de réformisme et de nationalisme. Autant d'idées et de méthodes qu'elle partage, du reste, avec la social-démocratie.

C'est pourquoi il serait faux de croire que la FTM ne s'est attaquée au syndicat de Poissy que parce qu'il s'y trouvait des militants trotskystes. Ce que combat la Fédération, c'est l'idée même de construire des syndicats de combat, des syndicats démocratiques, des syndicats où c'est la base qui commande, qui ne prennent pas leurs décisions en fonction des orientations à géométrie variable de la Confédération, mais en fonction des seuls intérêts des travailleurs, en sollicitant l'avis des militants du rang, des adhérents, des travailleurs même non syndiqués.

En s'attaquant à la CGT historique de Poissy, la FTM a voulu faire une démonstration : elle est prête à détruire un syndicat vivant, riche de nombreux adhérents, forgé au cours de décennies de lutte contre un patron de combat. Elle préfère soutenir une petite bande de délégués incapables de militer sérieusement dans une usine, mais dociles, plutôt qu'un syndicat de plusieurs centaines d'adhérents, dès lors que celui-ci n'a pas le petit doigt sur la couture du pantalon.

C'est une démonstration qu'elle adresse non seulement aux militants de la CGT tout entière mais, au-delà, au patronat lui-même : la FTM est capable de « faire le ménage » dans ses rangs, en jetant dehors les militants combattifs, dût-elle lourdement y perdre des plumes.

ENJEUX CONTRADICTOIRES

Le résultat calamiteux des élections de Poissy, pour la CGT, est peut-être la seule chose qui pourrait pousser les bureaucrates à y regarder à deux fois avant de se lancer dans un nouveau procès en sorcellerie – eux

qui ne savent raisonner qu'en termes comptables et au regard des résultats électoraux. Il est impossible de prédire l'avenir sur ce sujet, tant la CGT doit faire face, dans cette période, à des enjeux contradictoires.

D'une part, l'orientation que la direction confédérale souhaite donner à la CGT, c'est-à-dire rompre avec l'image d'un syndicat partisan de la lutte de classe, est un enjeu essentiel pour elle. Mais, a contrario, la CGT n'a d'autre raison d'être, aux yeux du patronat, que son influence dans les entreprises, c'est-à-dire sa capacité à éteindre d'éventuels incendies sociaux. Une CGT que sa propre politique rendrait sans influence dans la classe ouvrière ne servirait plus à rien, ni au patronat ni au gouvernement. Cela n'a rien d'une nouveauté : la CGT, depuis qu'elle a irrémédiablement trahi la classe ouvrière en 1914, est en permanence tiraillée entre ces injonctions contradictoires : montrer tout son « sens des responsabilités » à la bourgeoisie, tout en ne perdant pas toute crédibilité aux yeux des travailleurs, crédibilité sans laquelle son rôle « *d'agent de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière* », comme l'écrivait Léon Trotsky, serait réduit à néant. Par le passé, bien des épisodes ont illustré cette contradiction fondamentale entre le caractère profondément bourgeois des syndicats, à l'époque impérialiste, et la nécessité qui s'impose à eux de conserver une base ouvrière.

SYNDICALISME ET POLITIQUE

Si l'appartenance de certains militants de la CGT historique de Poissy à Lutte ouvrière n'est

donc pas la raison essentielle de l'exclusion de ce syndicat, la FTM a, en revanche, plusieurs fois brandi l'argument que ce syndicat était « trop politique », expliquant qu'il est désormais nécessaire de nettement séparer le syndicat et les partis.

Venant d'un syndicat qui a été profondément subordonné pendant des dizaines d'années au PCF, l'argument peut faire sourire. Mais, depuis une vingtaine d'années, la CGT fait tout pour montrer qu'elle a coupé le cordon ombilical avec le PCF, en particulier en imposant que ses principaux dirigeants ne soient plus membres de la direction du Parti communiste – ni même, si possible, du parti lui-même.

Cette rupture entre le PCF et la CGT n'est que de façade, dans la mesure où les deux organisations, même si elles font mine de ne plus avoir de liens organiques, partagent fondamentalement la même politique. Après des décennies d'emprise stalinienne, PCF et CGT continuent à partager la même volonté de gérer le capitalisme plutôt que de le détruire, et font assaut l'un comme l'autre de bons conseils aux capitalistes pour mieux gérer la société, quand ils ne font pas montre du protectionnisme le plus réactionnaire.

La CGT en est, maintenant, à faire la chasse aux militants politiques en son sein – bien au-delà du courant trotskyste, puisque la confédération s'oppose à certaines fédérations qu'elle juge trop liées au PCF. Voilà qui ne peut, là encore, que ravir le patronat. L'idée que les travailleurs ne doivent pas faire de politique, ou du moins ne pas en faire sur leur lieu de travail, est une règle qu'imposent les patrons dans toutes les entreprises. La démocratie s'arrête

aux portes des usines et des bureaux, où l'expression politique est interdite. Qu'un syndicat comme la CGT prête main-forte au patronat pour pousser dans ce sens est criminel.

Pour ce qui nous concerne, nous avons toujours affirmé – comme l'ont fait des générations de militants révolutionnaires avant nous – que le syndicalisme sans politique est une impasse réformiste. Les militants communistes se battent à la fois pour la défense des intérêts quotidiens des travailleurs, dans le cadre notamment des syndicats, et pour la défense des intérêts historiques de la classe ouvrière, c'est-à-dire pour l'expropriation et le renversement de la bourgeoisie par les travailleurs. Il y a un lien indissociable entre ces deux combats, parce que le syndicat est l'école de la lutte de classe, une école où les travailleurs peuvent apprendre à gérer eux-mêmes leurs propres affaires par la lutte. Cette idée figure, déjà, dans le *Manifeste communiste* de Marx et Engels. C'est également elle qui a présidé à la création de la CGT, dont les statuts de 1906 définissaient comme but ultime du syndicat « l'abolition du salariat ».

La volonté de la CGT actuelle de se débarrasser des militants politiques menant la lutte de classe n'est au fond qu'une étape de plus dans son intégration au système capitaliste : en rompant avec les partis politiques, elle souhaite montrer qu'elle rompt aussi avec toute volonté de transformer la société, pour ne plus se donner pour but que de défendre – mollement – les miettes que la bourgeoisie a bien voulu laisser aux travailleurs.

7 mai 2023

**Ci- contre la lettre ouverte adressée aux militants de la CGT
par Sud Stellantis Poissy
au lendemain des élections professionnelles d'avril 2023.**

Après l'exclusion de la CGT historique et les élections à PSA Poissy

Lettre ouverte du syndicat SUD Stellantis Poissy aux camarades de la CGT

Pour l'unité et la démocratie syndicale !

27 avril 2023

À PSA-Stellantis Poissy, la plus grosse usine d'Île-de-France, le nouveau syndicat SUD, né de l'exclusion des militants historique de la CGT a réalisé plus de 21 % au 1^{er} collège ouvrier.

La CGT n'a obtenu que 8 % sur toute l'usine (10,6 % au collège ouvrier) et a perdu sa représentativité légale.

C'est le résultat de la politique irresponsable de division et d'exclusions menée par les dirigeants de la Fédération CGT de la Métallurgie.

La direction de la Fédération de la Métallurgie a pris la lourde responsabilité, l'année dernière, d'exclure la CGT historique du site PSA-Stellantis de Poissy, conduit par Farid Borsali et Jean-Pierre Mercier. Pour ce faire, elle a fait appel à la justice, avec le soutien bienveillant de la direction du groupe PSA-Stellantis, trop contente de se débarrasser de militants combattifs.

La Fédération a dans le même temps démandaté Jean-Pierre Mercier de son mandat de DSC, avant de l'exclure lui aussi. Elle s'est assise sur le vote démocratique des syndiqués de Poissy et des militants CGT de l'ensemble du groupe Stellantis, de tous les sites du pays, qui avaient voté à 88 % pour que Jean-Pierre Mercier reste leur DSC. Un vote que la Fédération a déclaré « caduc ».

Ces exclusions ont été l'aboutissement de deux ans de manœuvres, de calomnies, de mensonges. Elles ont fait suite à la création par la Fédération, en toute illégalité et au mépris total des statuts confédéraux, d'une deuxième CGT sur le site de Poissy.

Après notre exclusion, nous n'avons eu d'autre choix que de fonder un syndicat SUD dans l'usine, pour pouvoir continuer à militer et pour que les salariés puissent toujours avoir l'appui de militants combattifs, dévoués et fidèles à leurs intérêts.

Nous avons toujours affirmé que les seuls juges seraient les salariés eux-mêmes, en affirmant, lors des élections professionnelles, qui ils soutenaient et qui ils ne soutenaient plus.

Voilà qui est chose faite. Et maintenant ?

Dans cette période de coups portés par le patronat et le gouvernement contre la classe ouvrière, dans cette période d'agitation sociale, dont on espère qu'elle est le début d'une remontée durable de la combativité, les salariés ont besoin de syndicats de combat, démocratiques, qui défendent sans ambiguïté les idées de la lutte de classe. Des syndicats qui se réclament des origines de la CGT qui s'était fixée comme perspective l'abolition du salariat.

Face à la crise économique, aux coups portés à l'encontre des travailleurs, aux menaces de guerre, c'est la seule perspective qui vaille pour la classe ouvrière.

Et pour engager ces combats, les travailleurs, syndiqués ou non, et quel que soit leur syndicat, ont besoin d'unité à la base. D'unité de leur classe sociale pour agir, d'unité pour défendre leurs intérêts.

Mais il ne peut y avoir d'unité sans une réelle et profonde démocratie syndicale dans nos syndicats. Une démocratie ouvrière soucieuse de respecter toutes les différences d'opinions.

L'exemple de PSA Poissy le démontre : rien de bon ne pourra se faire si les syndiqués, les militants et plus largement les travailleurs ne sont pas à la base de toutes les décisions et s'ils ne les contrôlent pas.

Nous, militants SUD Stellantis Poissy, après avoir vécu l'exclusion de la CGT, nous tendons la main à tous les militants CGT – à commencer par ceux du groupe Stellantis – pour mener ensemble ces combats contre le patronat et le gouvernement, dans l'unité et la démocratie !



Intelligence artificielle : remplacer l'intelligence humaine ou la libérer ?

En novembre dernier, la société OpenAI a lancé ChatGPT, un programme capable d'écrire un texte sur n'importe quel sujet en imitant un être humain. Ce programme a réussi à passer l'examen final de plusieurs grandes écoles, et des livres écrits par ChatGPT sont déjà en vente. Fin mars, une brochette de scientifiques et d'ingénieurs des nouvelles technologies, dont Steve Wozniak, cofondateur d'Apple, ou Elon Musk, le patron de Tesla et SpaceX, s'alarmaient des menaces que les développements de ce qu'on appelle l'intelligence artificielle représenteraient pour l'humanité et exigeaient un moratoire. Que cachent ces cris d'alarme des capitalistes de la tech ? Quelles perspectives cette nouvelle technologie ouvre-t-elle pour l'humanité ?

Après avoir maîtrisé le jeu d'échecs (l'ordinateur Deep Blue a battu le champion du monde Kasparov en 1997), la traduction, la reconnaissance faciale, des ordinateurs sont donc maintenant capables de produire automatiquement des textes originaux, sans qu'il soit possible de faire la différence avec ce qu'aurait pu réaliser un être humain. Les progrès récents de l'informatique et leurs perspectives d'applications dans tous les domaines donnent le tournis : diagnostics médicaux et opérations chirurgicales assistés par ordinateur, robots de plus en plus autonomes, prévision de catastrophes naturelles, etc. Et pourtant, comme chaque bouleversement technique depuis la première révolution industrielle, ces innovations inquiètent, car elles pourraient détruire des millions d'emplois, généraliser la surveillance, fabriquer de la désinformation en masse et produire des armes capables de tuer sans intervention humaine. Les plus catastrophistes imaginent des ordinateurs finissant par devenir entièrement autonomes et par prendre le pouvoir sur l'humain.



TWITTER : @BRICK_SUIT

Cette photo de Trump suivi par une foule de partisans, de retour à New York pour sa convocation au tribunal, publiée le 3 avril sur Twitter, est fautive. Elle a été générée automatiquement par un ordinateur.

nité. Ils remettent au goût du jour le fantasme des années 1950, mis en scène par le romancier Isaac Asimov, selon lequel les robots allaient prendre le pouvoir sur les humains.

Mais les ordinateurs, aussi perfectionnés soient-ils, restent avant tout des machines. L'impact sur la société des dernières avancées en informatique dépendra d'abord de qui utilisera ces découvertes, et avec quels objectifs : les progrès de la chimie au début du 20^e siècle ont permis de produire aussi bien des engrais qui permettraient de nourrir l'humanité entière que des gaz de combat mortels. Il en est de même pour la radioactivité, qui permet de traiter des cancers et de produire de l'énergie, mais aussi de fabriquer des bombes.

DES MACHINES ULTRA-PERFECTIONNÉES, MAIS PAS INTELLIGENTES

L'expression intelligence artificielle sous-entend que le fonctionnement des programmes en question serait équivalent à celui de notre cerveau. Cette conception est abusive, car si les ordinateurs font des merveilles, les prouesses de l'intelligence humaine sont incomparablement plus larges. Nier cette différence, c'est sous-estimer l'humanité et ses capacités. Ce sont pourtant des idées qui sont de plus en plus répandues. Dans leur récente lettre ouverte, publiée dans de nombreux médias, dont *Le Monde* du 29 mars, des centaines de chercheurs et de capitalistes du numérique, alarmés, affirment : « *Les systèmes d'intelligence artificielle sont désormais capables de rivaliser avec l'être humain.* » Ils s'appuient sur le fait que de plus en plus de tâches que l'on croyait impossibles à réaliser sans une intelligence humaine peuvent maintenant être automatisées. Yann Lecun, directeur du laboratoire d'intelligence artificielle

de Facebook, définissait ainsi en 2016, dans un cours au Collège de France, l'intelligence artificielle : « *Un ensemble de techniques permettant à des machines d'accomplir des tâches et de résoudre des problèmes normalement réservés aux humains et à certains animaux.* »

Parler d'intelligence parce qu'une machine effectue une tâche pour laquelle il y avait jusque-là besoin de l'intervention humaine, c'est confondre intelligence et automatisation. À ce compte-là, le métier Jacquard, qui a permis d'automatiser le tissage des motifs sur les soieries au début du 19^e siècle, aurait aussi pu être qualifié d'intelligent puisque, avant son invention, ce travail était réalisé par des humains hautement qualifiés.

L'ambition de créer une « intelligence artificielle » est aussi vieille que l'informatique, et l'expression elle-même remonte à 1956. À l'époque, des chercheurs se sont rendu compte qu'on pouvait programmer un ordinateur non seulement comme une calculatrice, mais aussi pour résoudre des problèmes de géométrie, pour planifier une série d'actions à réaliser par un robot ou pour imiter une conversation – déjà ! Ces succès faisaient dire en 1965 à l'informaticien Herbert Simon : « *Des machines seront capables, d'ici vingt ans, de faire tout travail que l'homme peut faire.* » Une prévision qui s'est rapidement révélée exagérée.

Le principe de base de ces programmes était d'essayer toutes les réponses possibles à une question, jusqu'à trouver la bonne. Mais ça ne fonctionne que pour des problèmes simples : pour générer un texte, il est facile d'enregistrer tous les mots du dictionnaire et toutes les règles de la grammaire dans un ordinateur, mais le nombre de textes qu'on peut construire avec ces éléments est infini et la grande majorité d'entre

eux n'ont aucun sens ! Pour résoudre ce problème, il a fallu attendre la miniaturisation de l'électronique, l'explosion de la puissance de calcul et de la mémoire des ordinateurs, et le développement d'Internet, qui permet de centraliser des informations disséminées aux quatre coins de la planète. Grâce à cela, il n'est plus nécessaire de programmer explicitement toutes les étapes que l'ordinateur doit suivre pour trouver la solution à une question : on peut utiliser les probabilités.

Le cœur de ChatGPT est un modèle mathématique de ce qu'est un texte ayant du sens. En s'appuyant sur des bases de données qui en contiennent des millions, il apprend à calculer la probabilité qu'un début de phrase soit suivi par tel ou tel mot. Par exemple, « la nuit, le ciel est ... » sera plus probablement suivi par « noir » que par « rouge », parce que les mots « ciel » et « nuit » apparaissent plus souvent associés à la couleur noire. En sélectionnant des mots les uns après les autres suivant ces probabilités, il peut ainsi générer un texte entier. Plus il y a de phrases dans la base de données, plus le modèle est fin, et plus les textes générés sont réalistes.

Cet apprentissage par la répétition est bien un des mécanismes de notre cerveau, mais il relève du dressage, pas de la compréhension. À chaque fois qu'il lit une nouvelle phrase, ChatGPT augmente la probabilité des mots correspondants, mais il ne l'a pas comprise pour autant. Même si les textes produits sont originaux, dans le sens où il ne s'agit pas de simples copier-coller de textes déjà écrits, leur contenu est implicitement programmé par la base de données sur laquelle le programme est entraîné : c'est une machine à imiter ce qui a déjà été écrit. À la différence des machines mécaniques qui automatisent des gestes, les algorithmes

d'apprentissage automatisent des processus psychiques qui se déroulent dans notre cerveau, mais ça ne les rend pas intelligents pour autant.

L'INTELLIGENCE HUMAINE, FRUIT DE L'ÉVOLUTION BIOLOGIQUE ET SOCIALE

Le fonctionnement de l'intelligence humaine est plus riche que ces mécanismes de dressage. Contrairement aux algorithmes d'apprentissage automatique, elle ne se contente pas de reproduire ce qui a été fait dans le passé. La maîtrise du feu, l'agriculture, l'écriture, plus récemment la découverte de l'électricité ou des antibiotiques : la plupart des découvertes révolutionnaires dans l'histoire de l'humanité ont été le produit de tâtonnements, de hasards, où la nécessité de s'adapter pour survivre et la curiosité gratuite jouaient une part au moins aussi importante que la recherche systématique. Les ordinateurs sont incapables de cette démarche, car la curiosité, l'instinct de survie, tout comme la foule de sentiments et d'émotions qui interviennent en permanence dans nos réflexions, ne se résument pas en quelques équations.

Contrairement aux ordinateurs, notre intelligence n'a pas été créée : elle est le fruit d'une évolution biologique puis sociale qui s'étend sur des millions d'années. C'est ce qui lui donne cette capacité à explorer des directions inconnues, sans objectif fixé d'avance. Notre système nerveux et notre cerveau sont malléables, les connexions entre neurones s'y font et s'y défont tout au long de la vie. Quand un geste est répété de nombreuses fois, la zone du cerveau dédiée à ce mouvement est stimulée et elle se renforce, ce qui permet de gagner en précision, en vitesse, etc. Cette plasticité cérébrale, par laquelle notre cerveau est lié à notre



MAXIME AUBERT

Peinture de cochon sauvage datant de 45 000 ans, dans une grotte d'Indonésie. Aujourd'hui encore, les spécialistes s'interrogent sur ce qui a poussé les hommes à inventer ces premières formes d'art.

corps entier, a été favorisée par la sélection naturelle, car elle permet à notre organisme d'apprendre, pour s'adapter à des environnements et à des situations extrêmement différents.

Elle est d'autant plus importante qu'une particularité essentielle de l'humanité est qu'elle ne se contente pas de s'adapter passivement à la pression de l'environnement : elle le transforme, pour l'adapter à ses besoins. Le travail a joué un rôle déterminant dans l'apparition de la pensée, car il implique de se projeter dans le futur, de planifier ses actions en anticipant les conséquences : pour faire une lance qui lui permette de tuer un renne, le chasseur préhistorique devait d'abord trouver des silex adaptés, les tailler, les ajuster sur un manche, avant de vérifier si la lance obtenue lui permettrait finalement de chasser. Et cette démarche n'est pas le fruit d'un cerveau isolé, elle est sociale. Pour organiser le travail collectif, l'humanité a fait naître des langages, des concepts, qui ont largement contribué au développement d'une pensée abstraite : l'astronomie est d'abord apparue pour permettre aux paysans égyptiens d'anticiper les crues du Nil et aux marins de se repérer en haute mer, avant que des physiciens ne cherchent à en déduire les lois de la gravi-

tation et les mécanismes de formation du système solaire. Un corps vivant, avec ses besoins, une vie sociale, ce sont autant de choses qui manquent aux ordinateurs pour penser comme des humains.

À mesure qu'elle domestiquait les forces de la nature, l'humanité a créé des outils de plus en plus perfectionnés. Grâce à l'irrigation et à la charrue, elle a fait surgir des champs là où il n'y avait que des déserts. En maîtrisant la puissance de la vapeur, puis du moteur à explosion, elle a construit des machines qui se meuvent par elles-mêmes. Grâce à l'électronique, il est possible de programmer une machine pour qu'elle fonctionne en autonomie pendant des années, et les algorithmes les plus récents lui permettent aujourd'hui d'améliorer automatiquement ses performances au fil du temps. Mais, quel que soit leur degré de complexité, qu'il s'agisse d'un silex taillé, d'une charrue ou d'un satellite, aucun de ces instruments ne fait ce qu'il veut, mais ce pour quoi il a été construit. Contrairement au plus puissant des ordinateurs, l'humanité se fixe ses propres buts, même quand elle n'est pas complètement consciente des moyens pour y parvenir, ou des conséquences de ses actions. C'est là que commence la véritable intelligence.

INQUIÉTUDE, PESSIMISME ET RIVALITÉS ENTRE CAPITALISTES

Le fait que nous soyons capables de reproduire certains mécanismes de notre cerveau est une nouvelle preuve de la puissance de l'intelligence humaine. Notre cerveau a conscience de lui-même, il cherche à comprendre son propre fonctionnement et à le reproduire. Pourtant, aujourd'hui, au lieu de renforcer la confiance dans ses possibilités, ces prouesses techniques nourrissent la peur. Car, malgré la maîtrise sans précédent de la nature atteinte par l'humanité, cette dernière n'a toujours aucun contrôle conscient de sa propre organisation sociale. La conclusion des signataires de la lettre citée en introduction est de demander aux gouvernements d'imposer un moratoire de six mois sur les programmes de recherche en intelligence artificielle, parce que nous serions sur le point de « *développer des esprits non humains qui nous rendraient obsolètes et nous remplaceraient* », risquant ainsi « *la perte de contrôle sur l'avenir de notre civilisation* ». Ils insistent sur le fait que de telles décisions ne peuvent pas être laissées à des « *dirigeants non élus* ».

De la part d'un capitaliste comme Elon Musk, le principal signataire de la lettre, ces considérations démocratiques ne sont évidemment qu'un prétexte pour dissimuler des intérêts économiques sonnants et trébuchants. Le 26 mars dernier, la banque Goldman Sachs a publié une étude intitulée « *Les effets potentiellement importants de l'intelligence artificielle sur la croissance économique* », dans laquelle elle estime à 300 millions le nombre d'emplois dans le monde qui pourraient être automatisés grâce à des algorithmes d'apprentissage automatique. Ces chiffres sont à prendre avec des

pincettes, mais ce qui est certain c'est que les plus grandes entreprises du numérique (les Gafam) sont déjà lancées dans une course de vitesse pour rafler la plus grande part de ce marché évalué à des milliards de dollars. Avec ChatGPT, Microsoft a pris une longueur d'avance. Google et Facebook ont rapidement suivi en lançant leurs propres logiciels, Bard et LLaMA. Musk ayant raté le coche, il espère sans doute qu'une pause de six mois lui permettrait de rattraper son retard.

Avant même que l'on sache ce dont ces logiciels sont réellement capables, les capitalistes et les dirigeants du monde entier s'affrontent pour savoir à qui ils vont rapporter. Qui touchera les droits d'auteur pour un livre ou une image de synthèse créés par un ordinateur ? Qui devra payer l'amende si un contenu viole les lois ? Tous savent que celui qui réussira à établir son monopole sera en position de force pour imposer ses conditions. Le gouvernement chinois a ainsi interdit ChatGPT pour favoriser une version concurrente, Ernie Bot, développée par une entreprise chinoise. Les informations ont beau circuler à la vitesse de la lumière, dans le domaine du numérique comme dans tous les autres domaines, c'est la concurrence capitaliste avec ses frontières et son protectionnisme qui dicte ses lois. Dans cette guerre économique, les considérations philosophiques sur l'avenir de la civilisation ne sont là que pour servir de paravent aux décisions des trusts et des États à leur service.

UN « ENCADREMENT » TOUJOURS AU SERVICE DES CAPITALISTES

La lutte est d'autant plus acharnée que ces algorithmes dits intelligents sont considérés comme un secteur stratégique, à la fois par les capitalistes et par leurs États. Qu'il s'agisse d'anti-

ciper les évolutions du marché pour adapter sa stratégie commerciale ou de disposer des armements « intelligents » les plus modernes – comme les robots soldats déployés par Samsung à la frontière coréenne depuis 2013, capables de repérer et d'abattre automatiquement une cible à plus de 3 km – ils anticipent qu'ils seront dépendants demain des trusts qui auront réussi à imposer leur mainmise sur le secteur. Les géants du numérique sont d'autant mieux placés pour le savoir que c'est exactement ce qu'ils ont fait il y a vingt ans : en dominant Internet, Google s'est imposé en quelques années parmi les plus grandes entreprises mondiales, avec une capitalisation boursière dépassant de loin celle d'un trust du pétrole comme ExxonMobil ou d'une banque d'affaires comme Goldman Sachs.

Un point clé de cet affrontement est la question des données utilisées pour entraîner ces programmes, c'est-à-dire l'ensemble des textes, des images, des vidéos stockés sur des serveurs informatiques. Ces données représentent un marché gigantesque, et en pleine expansion : en 2020, les utilisateurs d'appareils électroniques ont généré 64 zettaoctets, soit l'équivalent de 64 milliards de disques durs. À cette date, Wilbur Ross, ex-secrétaire au Commerce de Donald Trump, estimait la valeur des données échangées entre l'Europe et les États-Unis à 7 100 milliards de dollars. La concurrence est féroce pour savoir qui pourra utiliser ces données, et à quelles conditions. En 2015, le traité Safe Harbor, qui réglementait les transferts de données entre l'Union européenne et les États-Unis, a été annulé par la Cour de justice européenne, qui considérait « *qu'il ne protégeait pas assez la vie privée des citoyens européens* ». Son remplaçant, le Privacy Shield, a à son tour été annulé en 2020, pour la même raison.

Cela laisse entrevoir à quoi pourrait ressembler un accord international sur l'intelligence artificielle. De semblables traités existent déjà contre la prolifération des armes atomiques. En pratique, ils servent à assurer aux grandes puissances le monopole sur ces armes, y compris par les méthodes les plus brutales. C'est au nom de la non-prolifération des armes atomiques qu'Israël, soutenu par les États-Unis – le seul État à avoir utilisé la bombe atomique contre deux villes japonaises –, a récemment bombardé un centre nucléaire en Iran. En 2003, c'est au nom de la lutte contre les armes bactériologiques et chimiques que les États-Unis ont envahi et rasé l'Irak. Dans le cadre du capitalisme, « l'encadrement de l'intelligence artificielle » ne peut être que la loi imposée par les grandes puissances impérialistes en fonction des intérêts de leurs capitalistes nationaux.

MAÎTRISER CONSCIEMMENT NOTRE ORGANISATION SOCIALE : UN COMBAT QUI RESTE À MENER

La menace permanente que les plus grandes découvertes scientifiques se retournent contre les intérêts de la grande majorité de l'humanité est un symptôme du fait que la société ne peut plus progresser dans le cadre étroit de la loi du marché et de la concurrence pour le profit. Les algorithmes d'apprentissage pourraient être un formidable pas en avant, permettant d'économiser des millions d'heures de travail humain, s'ils étaient utilisés pour planifier le fonctionnement de l'économie. Ils offrent la possibilité d'informatiser des tâches répétitives dans la gestion des stocks, l'administration, la comptabilité. En s'appuyant sur les informations mesurées dans le passé, ils peuvent estimer les besoins à venir en s'adaptant aux cycles

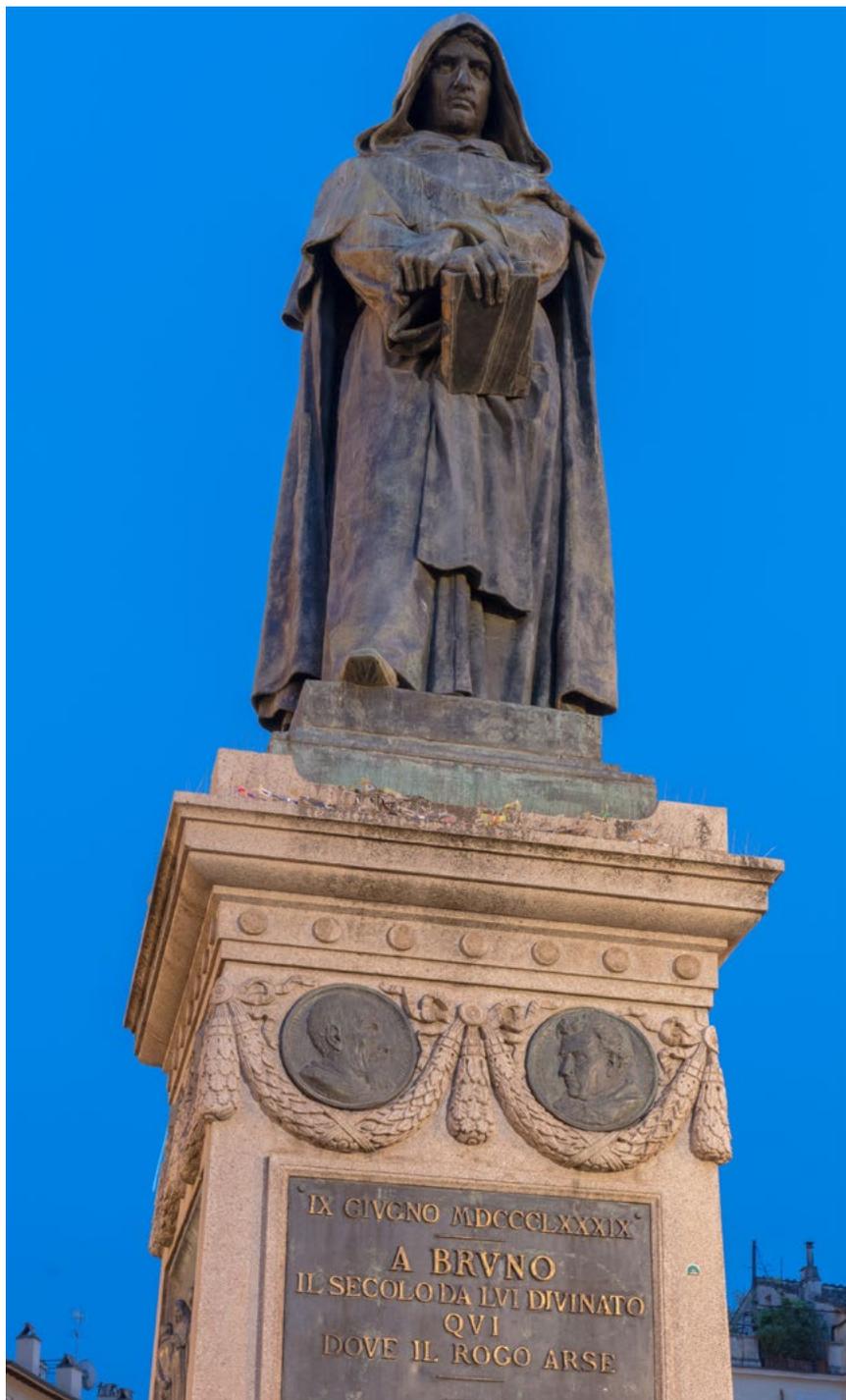
de production, aux saisons, etc. Les usines bardées de capteurs existent, les données mesurées tout au long du processus de production sont centralisées sur des serveurs informatiques, des algorithmes permettraient de faire fonctionner des usines entières, voire des chaînes de production entières. Mais tout cela ne pourrait être mis en œuvre qu'en faisant sauter le carcan de la propriété privée, pour centraliser les informations à toutes les étapes de la chaîne. Cela suppose que l'humanité prenne consciemment en main son organisation sociale.

Le capitalisme pourrissant n'impose pas seulement un carcan au développement économique et matériel de l'humanité, il met aussi des œillères à son développement intellectuel. Il est de plus en plus populaire, y compris dans les milieux universitaires, de prétendre remplacer la compréhension scientifique par l'apprentissage statistique. Frédérique Vidal, chercheuse et ancienne ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de Macron, déclarait en 2017 dans un discours à l'INRIA : « *La science vit [...] une révolution épistémologique avec la mise en œuvre depuis une dizaine d'années seulement d'un « quatrième paradigme » de la découverte scientifique, à partir de l'analyse et de l'exploitation intensive des données, sans nécessité a priori d'un modèle décrivant le réel.* » Mais l'analyse de données ne peut produire qu'une description du monde, alors qu'un modèle identifie des causes et des effets qui permettent d'agir sur lui. Ainsi, à partir des données collectées par l'astronome Tycho Brahe, Kepler a pu proposer ses lois qui décrivent l'orbite des astres. Mais c'est le modèle inventé par Newton qui a permis d'imaginer une force de gravitation valable non seulement pour les planètes mais pour tous les corps, qui sert aujourd'hui à faire voler des avions et à mettre en orbite

des satellites. Mettre les deux sur le même plan est donc un point de vue conservateur qui implique de renoncer à trouver des leviers pour agir sur le monde qui nous entoure.

Ce manque de perspective est caractéristique d'une société en crise. La bourgeoisie décadente crache sur son propre héritage. Au 17^e et au 18^e siècle, à l'époque où elle était révolutionnaire et luttait contre le pouvoir de la noblesse, elle a donné naissance aux Newton, aux Diderot, aux Voltaire. Ces penseurs cherchaient à se projeter loin dans l'avenir, à creuser les problèmes scientifiques et sociaux pour les attaquer à la racine. Ils ont eu l'audace d'affronter la société de leur époque pour ouvrir une nouvelle voie et, à leur manière, faire un saut dans l'inconnu : en 1600, l'Église a été jusqu'à condamner Giordano Bruno au bûcher parce qu'il affirmait qu'il fallait rechercher la vérité dans l'étude du monde réel, et pas dans les textes saints. Dans l'introduction de *l'Encyclopédie*, publiée en 1751, le philosophe des Lumières d'Alembert fixait ce programme ambitieux : « *L'univers, pour qui saurait l'embrasser d'un seul point de vue, ne serait, s'il est permis de le dire, qu'un fait unique et une grande vérité.* » Malgré les lacunes dans leur compréhension du fonctionnement de la nature, dues aux limites techniques des instruments d'observation de l'époque, ils osèrent affirmer que l'intelligence humaine était capable de comprendre le monde sans un Dieu pour lui tenir la main. Et les plus conséquents en déduisirent qu'elle devait aussi être capable d'organiser la société sans roi.

Cette audace intellectuelle n'est accessible qu'à une classe sociale qui a confiance dans l'avenir qu'elle a à proposer à la société, ce qui n'est plus le cas de la bourgeoisie depuis bien plus d'un siècle. L'évolution intellectuelle de la bourgeoisie est la



Statue de Giordano Bruno sur la place Campo de' Fiori à Rome, où il a été brûlé le 17 février 1600. Sur la plaque : «9 juin 1889 – À Bruno – Le siècle par lui divinisé en ce lieu où le bûcher le brûla.»

démonstration que l'histoire de la pensée humaine n'est pas un lent développement progressif, de l'obscurantisme de l'ignorance vers les lumières de la raison. Elle reflète les bouleversements sociaux et la lutte des classes. Elle est le fruit de combats menés par des femmes et des hommes. C'est ce que Marx exprimait en 1845 : «*Les philosophes n'ont fait qu'inter-*

préter diversement le monde, ce qui importe, c'est de le transformer.» Ces combats ne sont pas le fruit d'individus géniaux, de grandes femmes et de grands hommes qui une fois par siècle font faire un pas en avant à la société. Les plus grands intellectuels ne tirent pas leurs idées du néant, mais de leur capacité à trouver dans la réalité des rapports sociaux, dans les inté-

rêts de classes opposées qui déchirent la société, les réponses aux questions qui agitent leur temps. Le génie de Marx a été de voir que la seule classe sociale à même de résoudre les contradictions mortelles dans lesquelles s'enlise la société capitaliste est la classe ouvrière, car elle n'a aucune propriété privée à y défendre.

C'est uniquement en se plaçant sur ce terrain communiste qu'il est possible d'envisager avec confiance un avenir dans lequel l'humanité prendra consciemment son sort en main et se débarrassera des entraves de la concurrence entre capitalistes, collectivisera leurs usines, leurs banques et leurs serveurs informatiques et les mettra au service des besoins de tous. Un avenir où ces algorithmes, qui n'ont d'intelligent que le nom, associés aux formidables forces productives existantes, permettront au cerveau humain de se libérer de la routine abrutissante du travail productif et de se concentrer sur des activités véritablement intelligentes. En libérant la masse des exploités de l'obligation de consacrer le meilleur d'eux-mêmes à la survie quotidienne, ils pourront leur permettre de se cultiver, de profiter des loisirs, des sciences, des arts, qui aujourd'hui sont le privilège d'une petite minorité. En généralisant cet épanouissement intellectuel, en libérant les relations sociales de la prison de la misère matérielle et morale, l'humanité pourra enfin révéler son plein potentiel : combien d'Archimède, de Mozart et de Marie Curie découvrira-t-on alors ? Pour reprendre les termes de Trotsky : «*Le socialisme signifiera un saut du règne de la nécessité dans le règne de la liberté, aussi en ce sens que l'homme d'aujourd'hui, plein de contradictions et sans harmonie, fraiera la voie à une nouvelle race plus heureuse.*»

9 mai 2023



Une résurgence du pacifisme ?

À l'occasion du premier anniversaire de l'intervention russe en Ukraine, une intersyndicale nationale¹ a appelé, fin février, à des marches pour «une paix juste et durable et le retrait des troupes russes». Des appels dans le même sens ont émané du PCF, du Mouvement de la paix (qui lui est lié) et du MRAP, qui ont parfois reçu le renfort local de syndicats, de La France insoumise et de groupes dans son sillage.



Manifestation du samedi 25 février à Londres : «Des pourparlers de paix maintenant - Arrêtez la guerre en Ukraine. Non à l'invasion russe. Non à l'Otan. Non à la guerre nucléaire».

Des actions similaires ont eu lieu en Allemagne, Angleterre, Grèce, Italie, Suisse, au Japon, au Portugal... à l'initiative là aussi de syndicats, partis et personnalités se situant plus ou moins à gauche. À Berlin, elles ont réuni 50 000 personnes, avec la présence visible de députés de Die Linke, derrière les mots d'ordre «Armes à terre – Plus jamais la guerre», «Non à la guerre, non à l'OTAN!», «Pas

d'armes, construire la paix!» À Londres, la coordination Stop the War (Arrêter la guerre) a fait manifester sous des pancartes et banderoles «La paix maintenant», «Non à la guerre, non à l'OTAN!», l'ex-leader du Parti travailliste Jeremy Corbyn prenant la parole aux côtés de syndicalistes, d'artistes, de militants pacifistes, d'une députée. À Rome, le secrétaire général du syndicat CGIL a réclamé «un

cessez-le-feu immédiat et l'ouverture de négociations», tandis qu'à Gênes 10 000 manifestants disaient leur refus de charger et décharger des armes, à l'appel du collectif des travailleurs du port et du syndicat USB.

BRUITS DE BOTTES ET PACIFISME

Même si ce mouvement, et il faudrait plutôt parler de nébuleuse, reste à l'état quasi embryonnaire, il est de la responsabilité de militants révolutionnaires de ne pas oublier l'essentiel. La guerre, en cours ou à venir, n'étant que la prolongation de la politique par d'autres moyens, elle n'abolit pas les oppositions de classes, mais les exacerbe. Cela exige donc des révolutionnaires qu'ils défendent de la façon la plus résolue une politique de lutte de classe. Il ne s'agit pas pour eux de se transformer en militants pacifistes, en s'imaginant peut-être devancer le mouvement social, mais au contraire de garder le cap sur leur objectif fondamental, la révolution socialiste. Et de dire et redire, car personne ne le fera à leur place, que l'hu-

¹ Composée, début 2022, de la CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC, UNSA, Solidaires et FSU, afin d'apporter une aide humanitaire aux populations ukrainiennes victimes de la guerre.

manité ne pourra se débarrasser de la guerre, comme de tous les maux qu'engendre la société de classes, que si elle attaque le mal à la racine, que si elle extirpe les racines sociales de la guerre que sont les inégalités de classes, que si elle renverse et brise l'État de la bourgeoisie, cet instrument de l'exploitation capitaliste, comme avaient entrepris de le faire la Commune de Paris en 1871 puis, victorieusement, la révolution bolchevique des conseils ouvriers dans la Russie de 1917.

En France, les courants qui se sont emparés du thème des protestations pacifistes affichent parfois de sérieuses divergences entre eux. La tonalité et le contenu du message porté varient sensiblement selon qu'il émane du courant international de l'ex-Secrétariat unifié (SU), auquel se rattache la direction du NPA, ou des membres de l'intersyndicale nationale ou de certaines structures de la CGT qui veulent se démarquer du quasi-soutien « pacifiste » au bloc Ukraine-OTAN qu'affiche leur confédération.

Ainsi l'ex-SU, qui s'est rangé dès le début dans le camp de l'État ukrainien, y compris de sa défense par l'OTAN, cette gigantesque coalition militaire des États impérialistes, en gommant leur rôle dans la genèse et l'escalade du conflit, adopte, un an plus tard et sans rien changer de sa position, un langage à destination des milieux pacifistes. Et de réclamer dans toutes ses déclarations « *le démantèlement de tous les blocs militaires, OTAN, OTSC², Aukus³* », ajoutant qu'il « *continue également à lutter pour le désarmement mondial – notamment en ce qui concerne les armes nucléaires et chimiques* »⁴. L'intersyndicale nationale, quand elle s'exprime



Vidéo mise en ligne le 7 mars sur L'Anticapitaliste, média du NPA.

collectivement, en plus de prôner une paix durable, autant dire émettre un vœu pieux à propos de cette guerre, affirme : « *Solidarité avec l'Ukraine qui résiste ! Mort à la guerre de Poutine ! Troupes russes hors d'Ukraine ! Paix en Ukraine – libertés en Russie et au Belarus !* » Des positions qui n'ont rien pour gêner l'État français, ses alliés et leur politique. Ce positionnement des directions syndicales se démarque si peu des buts de guerre des États occidentaux que la CGT aimerait se montrer un peu moins consensuelle, sinon alignée. Alors elle se revendique⁵ au niveau central de « *la charte de l'ONU [qui reconnaît] le droit de l'Ukraine à se défendre* », tout en condamnant « *la nécessité [invoquée par Macron] d'engager la France dans une économie de guerre* ». Et de se livrer à un exercice d'équilibrisme entre son choix de ne pas mettre en cause le bellicisme de l'OTAN et de l'État français, et sa prétention à faire entendre « *l'exigence de paix en Europe et dans le monde* ». Que cela ne convainque pas certains secteurs de la confédération, c'est ce que montrent plusieurs exemples. Ainsi Olivier Mateu, responsable de l'UD des Bouches-du-Rhône, quand il dé-

clare : « *Nous, on ne choisit pas entre Zelensky et Poutine.* » Ou encore un tract de l'UD CGT 94 qui, titré en un rappel bienvenu des paroles de *L'Internationale* « *Paix entre nous, guerre aux tyrans !* », dénonce « *avec force les fauteurs de guerre et le système capitaliste qui voudrait nous mener à l'abattoir* », pour affirmer : « *Ce carnage doit cesser, les canons se taire et la diplomatie prendre le dessus.* » Clamant « *Multiplions les initiatives pour une politique de paix !* », il « *appelle à signer et faire signer sa carte pétition "Pas un euro, pas un soldat, pas une seule arme pour les guerres impérialistes" et à faire rayonner toutes les activités pour la paix* ».

Il y a une différence de positionnement entre ce pacifisme au ton radical et celui qui se veut plus respectueux des gouvernants. Mais, par-delà la forme, sur le fond, les uns comme les autres évitent tous de pointer la responsabilité du capitalisme dans les guerres. Vouloir vraiment la paix, c'est vouloir s'en donner les moyens, et cela commence par désigner sans ambiguïté ce que l'on doit combattre. Au lieu de quoi, les organisations citées, même quand elles citent les paroles de *L'Internationale*, s'en remettent à l'ONU,

2 Alliance défensive de six ex-républiques soviétiques : Russie, Biélorussie, Arménie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan.

3 Accord de coopération militaire États-Unis-Grande-Bretagne-Australie signé en septembre 2021.

4 Déclaration de l'ex-SU (Bureau exécutif de la Quatrième Internationale) du 20 février 2023.

5 Son communiqué du 1^{er} février 2023 « Refusons l'économie de guerre, gagnons la paix ! »



L'un des tracts anti-guerre de l'union départementale CGT du Val-de-Marne.

à la diplomatie, autrement dit à des moulins à paroles destinés à tromper les peuples et les travailleurs. Or, il faut précisément leur dire que, le système capitaliste étant indissociable de la guerre, il ne pourra y avoir de paix tant que l'on ne l'aura pas renversé.

Il y a longtemps qu'en France et ailleurs on n'avait pas vu de rassemblements antiguerre. Pour trouver un mouvement d'ampleur sur ce terrain, il faut remonter à la guerre du Golfe en 2003, mais surtout à celles que les impérialismes américain et avant lui français avaient infligées au peuple vietnamien.

Depuis, le contexte a changé

de façon radicale. L'URSS a disparu en 1991, ce qui a renforcé l'emprise des États-Unis sur le monde, et il n'y a donc plus, comme auparavant, deux pôles entre lesquels le tiers-monde pouvait louvoyer afin de desserrer l'étau impérialiste. Mais, surtout, ce qui pèse sur l'humanité depuis les années 1970, c'est la crise du système capitaliste. Elle s'est à ce point aggravée qu'aujourd'hui les états-majors civils et militaires de la bourgeoisie mondiale ne voient plus comment préserver leur système autrement que dans la perspective d'un conflit généralisé.

Dans ce contexte de guerre en Europe, un continent qui

avait pu s'en croire à l'abri depuis 1945, une fois oubliées la guerre fratricide et l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie, les tensions militaires attisées par l'impérialisme autour de la Chine, de l'Iran, de la Russie et au Moyen-Orient, l'explosion partout des budgets d'armement, les injonctions des gouvernants à passer l'économie en mode de guerre, il est inévitable qu'une partie de la population s'inquiète du climat que cela crée et qu'elle exprime de façon plus ou moins claire son rejet de l'avenir que la société capitaliste lui prépare.

UNE SOLUTION POUR LA BOURGEOISIE ?

L'idée que le monde peut de nouveau basculer dans un incendie guerrier n'a pas partout la même force. La majorité de l'humanité, parce qu'elle vit en Afrique, Asie ou Amérique latine, a souvent déjà pour lot quotidien les guerres, les dictatures et la misère qu'engendre l'oppression impérialiste. Il en va autrement pour les populations d'Amérique du Nord, d'Europe de l'Ouest, du Japon et de l'Australie, qui ont vu leur horizon s'assombrir de façon soudaine. Depuis 1945, la bourgeoisie, qui y trouvait son compte, avait permis aux peuples d'Occident de vivre dans l'illusion d'un monde pacifié, épargné par la misère. La bourgeoisie impérialiste ne pouvant ni ne voulant plus entretenir pareille illusion du fait de la crise, il se crée là un terrain propice à l'émergence de sentiments antiguerre et pacifistes.

À quel rythme pourraient-ils se répandre, et sous quelles formes ? Celle d'un pacifisme populaire, qui contient en germe la contestation de classe d'un système capitaliste fauteur de guerres ? Ou celle d'une sorte de réformisme adapté au temps de guerre, ou d'intensification des menaces de guerre, qui semble faire écho aux sentiments des



Soldats britanniques et allemands pendant une trêve, à Noël 1914, sur le front belge à Ploegsteert.

masses mais en évitant soigneusement de remettre en cause l'ordre social, la domination de la bourgeoisie ?

Dans le *Programme de transition* qu'il rédigea en 1938, alors que le monde s'acheminait vers une nouvelle boucherie mondiale, Trotsky expliquait qu'il faut établir « un strict distinguo entre le pacifisme du diplomate, de l'universitaire, du journaliste, et le pacifisme du charpentier, de l'ouvrier agricole ou de la blanchisseuse. Dans le premier de ces cas, le pacifisme est la couverture de l'impérialisme. Dans le second, l'expression confuse de la défiance envers l'impérialisme ». Et si dans le même texte Trotsky insistait sur le fait que « la lutte révolutionnaire contre la guerre » incombe entièrement aux militants communistes révolutionnaires, qu'elle devient pour eux une tâche, un objectif, c'est parce que les dirigeants de la bourgeoisie savent, au besoin, se servir du pacifisme, voire mener sous son masque une politique impérialiste, donc belliciste et de conquête.

Du point de vue des intérêts historiques de la classe ouvrière, on a là un enjeu majeur de la période qui s'ouvre. Le sentiment antiguerre et les mouvements auxquels il pourrait donner naissance resteront-ils entre les mains de courants qui ont en commun de respecter l'ordre établi ? Ou, face à l'expression multiforme de ce sentiment dans chaque pays et d'un pays à l'autre, les révolutionnaires sauront-ils déceler ce qu'il contient de socialement explosif et s'appuyer sur ce que ressentent confusément les classes populaires pour les orienter vers une lutte consciente contre le régime capitaliste ? Ce qui sera déterminant pour cela, ce sont les liens concrets des révolutionnaires avec les travailleurs et les classes populaires, la compréhension qu'ils sauront avoir de leurs aspirations, sans se contenter de répéter des formules toutes faites, fussent-elles tirées de *L'Internationale* ou des discours de Jaurès.

En France, à gauche, le PCF et ses organisations proches ont une longue tradition en matière

de pacifisme. Elle s'est formée à la fin des années 1930, quand le stalinisme, affolé par la guerre qui s'annonçait, ne savait plus à quel saint se vouer : la Société des nations, ancêtre de l'ONU, l'alliance avec les démocraties impérialistes, celle avec l'Allemagne nazie... Le pacifisme des staliniens français durant la guerre froide visait à soutenir l'URSS contre la menace des États-Unis. Cela passait essentiellement par le Mouvement de la paix – qui réapparait – ou par des appels internationaux, tel celui de Stockholm, dont l'actuelle pétition antiguerre de la CGT offre une bien pâle copie. Pour les tenants de cette mouvance, le terrain du pacifisme pourrait apparaître comme un moyen de combattre, sinon la guerre, du moins la fonte de leur électorat, conséquence de leur soutien à la politique antiouvrière des gouvernements du PS après 1981. Tenir un langage antiguerre réformiste radical sur la forme et ne pointant pas l'organisation sociale capitaliste pourrait être, pour eux, un moyen de se refaire une santé. Et, pour Mélenchon

International

L'AVANT-GARDE.FR

JEAN-PAUL LECOQ, DÉPUTÉ PCF DE SEINE-MARITIME

“La culture de paix se construit dès le plus jeune âge, car on nous fait très rapidement croire qu'il n'y a pas d'alternative à la violence et à la guerre”

Jean-Paul Lecoq est député PCF de Seine-Maritime et vice-président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Avant-Garde est allé à sa rencontre pour un entretien consacré à la construction de la paix.

Les institutions internationales ne sont pas parvenues à stopper l'invasion russe. Comment expliquer cette difficulté à faire respecter le droit international ?

Le droit international est notre bien commun le plus précieux, mais les États puissants s'en affranchissent dès lors qu'il ne correspond pas à leurs intérêts. Le fameux « deux poids deux mesures » est insupportable. D'autre part, ce qui a contribué à limiter la force du droit international, c'est le Conseil de Sécurité des Nations-Unies qui est verrouillé par les cinq États membres permanents disposant du droit de veto (Russie, États-Unis, France, Royaume-Uni et Chine). Ce privilège injuste leur donne une puissance diplomatique démesurée. Mais soyons optimistes, car l'Assemblée générale des Nations-Unies monte en puissance pour contourner ces blocages. Et les cinq États sont désormais obligés d'aller convaincre les autres membres pour chaque vote. C'est une évolution qui pourrait peut-être aboutir à des réformes intéressantes aux Nations-Unies.

En quoi le désarmement

en redonnant au passage du crédit à la force du droit international

Comment parvenir à cet objectif ?

Nous travaillons au groupe communiste pour faire avancer cet objectif. Pour l'instant, il y a un quasi-consensus sur le bien-fondé de la dissuasion nucléaire. Aujourd'hui le débat porte sur le désarmement. Est-ce utile de le faire unilatéralement, au risque que les autres ne suivent pas ? Où est-ce qu'il faut exiger un désarmement multilatéral dans un cadre vérifié comme le propose le Traité de non-prolifération, au risque que cela ne

se fasse jamais ? Pour approfondir ces réflexions, un cercle parlementaire a été créé en lien avec les promoteurs du Traité d'interdiction des armes nucléaires. C'est une plateforme d'échanges pour convaincre les parlementaires au Sénat, à l'Assemblée nationale, et au Parlement européen des méfaits de la dissuasion nucléaire.

Pourquoi la France s'inscrit-elle dans une logique guerrière, notamment avec le projet de loi de programmation militaire 2024-2030 ?

La loi de programmation mili-

taire 2024-2030 prévoit un budget de 413 milliards d'euros pour les Armées. C'est l'avenir voulu par Macron, Borne et la majorité au Parlement. C'est un cadeau à l'industrie de l'armement française. Selon nos projections, le budget des Armées sera autour de 70 milliards d'euros par an d'ici 2029, ce qui est le double du budget de 2018. Il valide la course aux armes pour l'Ukraine et entraîne une vraie militarisation des esprits. Pour se rendre compte de ce que représentent ces sommes, il faut le comparer avec le budget de la diplomatie française qui est de 3,6 milliards d'euros en 2023...



Dans le dernier numéro de l'Avant-Garde, journal des jeunesses communistes, un long article « pacifiste » d'un député de la PCF sur « la culture de paix » et la « difficulté à faire respecter le droit international ».

et les siens, un moyen d'étoffer leur audience afin de devenir une alternative crédible aux yeux de la bourgeoisie.

Le Parti socialiste, lui, a un long passé de soutien gouvernemental aux guerres coloniales de la France. Il a choisi depuis longtemps le camp non seulement de la bourgeoisie française, mais aussi de la bourgeoisie la plus forte, la plus impliquée dans le maintien de l'ordre mondial, celle des États-Unis. Il est donc peu probable qu'il prenne l'initiative de mouvements pacifistes, même les plus inoffensifs. Encore que des gens de la SFIO, ancêtre du PS, s'affichaient pacifistes avant 1939, et parfois après juin 1940 aux côtés de Pétain, parce qu'il incarnait la fin de la guerre avec l'Allemagne. Leur pacifisme n'avait rien d'incompatible avec les intérêts de la bourgeoisie française, qui espérait éviter que sa rivale allemande s'octroie, par les armes, une part de

son empire colonial. Et il ne faut pas oublier que, lors des deux guerres mondiales, la bourgeoisie américaine a su s'abriter derrière une posture de neutralité et un discours pacifiste, le temps de laisser ses concurrents s'affaiblir et s'entre-déchirer en Europe. Après quoi elle intervint avec toute sa force industrielle, militaire et financière pour raffer la mise. Car, au cours des deux conflits mondiaux, c'est aussi sous le drapeau du non-interventionnisme, de l'entente entre les peuples, de l'instauration d'une paix durable que les États-Unis parvinrent à établir puis à renforcer leur hégémonie mondiale aux dépens de leurs rivaux.

Aujourd'hui, avant même qu'un troisième conflit mondial n'éclate, on constate que, en Europe occidentale au moins, des courants plus ou moins marqués à gauche se préparent déjà à l'éventualité que l'état d'esprit des masses populaires évolue en

un sens antiguerre. Ils prennent date, cherchent à occuper le terrain du pacifisme, alors qu'aucune fraction notable de la population ne regarde de ce côté-là.

Ce phénomène se limite pour l'heure au noyau militant ou sympathisant des organisations concernées. Mais il pourrait mobiliser au-delà à l'avenir. Il se pourrait aussi que, dans le personnel politique et dirigeant de la bourgeoisie, des forces même très éloignées de la gauche gouvernementale se saisissent du thème antiguerre.

Des politiciens aussi réactionnaires que le président Orbán en Hongrie ou des figures de proue de l'extrême droite semblent vouloir occuper ce terrain. En France, Le Pen, Zemmour, Philippot ont évoqué ou agité ce thème lors de l'élection présidentielle. En Italie, des personnalités de la droite extrême s'y emploient aussi, parfois avec le Vatican en devanture. Ainsi, le

GUERRE

Le p

es entr cent d' march Un process même pas membres d rents group bersécurité à la recon budget de estimé pour milliards d'e leur quant à venir et péennes et site de la d groupes ét s'étaient dé pour propo l'avenir. Le patronat tre dans le i dit pas son i logne. La fi donc, de fa

POLITIQUE

L'ind

En réalité, Macron lourdes à l'U nante tant il aux industrie l'été dernier que les gov ont opté poi la quantité p serral nation avec la vieille

Que dire aux jeunes qui ne croient plus en la perspective de la paix ?

La culture de paix se construit dès le plus jeune âge, car on nous fait très rapidement croire qu'il n'y a pas d'alternative à la violence et à la guerre.

Croz

5 novembre dernier à Rome, le pape a accordé sa bénédiction à un défilé de plusieurs dizaines de milliers de personnes marchant « pour la paix », sous le patronage de syndicats, d'associations laïques et d'autres, catholiques, plus ou moins marquées à droite.

Nul ne peut dire si, autour du rejet de cette guerre ou d'autres, se mettront ou pas en place de nouvelles combinaisons politiques, à gauche, transpartisanes incluant la droite, voire la droite extrême, dans le cadre institutionnel de certains États tels que l'Italie ou la France. Mais, les alternances plus qu'usées gauche-droite n'assurant plus un fonctionnement bien huilé à la machinerie démocratique de ces États, pourrait-il s'y substituer une alliance « pour la paix » ? Elle aurait un double avantage aux yeux de la bourgeoisie : elle rassemblerait largement en une sorte d'union sacrée et apparaîtrait comme une solution nouvelle qui ne bouleverse pas le système en place. Une manœuvre qu'elle a déjà tentée avec l'écologie puisque, de gauche à droite, toute la classe politique s'y est plus ou moins ralliée.

PACIFISME OU RÉVOLUTION

Ce ne serait pas la première fois que des hommes et partis de la bourgeoisie se trouvant au pouvoir ou dans l'opposition tentent de dévoyer le légitime sentiment antiguerre des masses populaires et travailleuses, dans un sens opposé à leurs intérêts.

Dans un article écrit peu après l'entrée en guerre des États-Unis le 5 avril 1917⁶, Trotsky notait ceci :

« Il n'y a jamais eu autant de pacifistes, maintenant que les gens s'étripent dans tous les coins de la planète. [Il] fut un temps où les hommes s'égorgeaient pour la plus grande gloire du Christ [...]. Maintenant les peuples se massacrent au nom du pacifisme. Wilson⁷, au nom de la Ligue des nations et d'une paix durable, a lancé son pays dans la guerre. » Et il précisait ce dont il avait été témoin en Amérique : *« Aux USA, [...] le pacifisme "officiel" de Wilson et le pacifisme "oppositionnel" de Bryan⁸ [ont été] les plus puissants moyens mis*

en œuvre pour résoudre ce problème : l'éducation militariste des masses. [...] Tout en envoyant des tonnes de pétitions et des wagons de délégations à son collègue [Wilson] en place au gouvernement, Bryan se souciait par-dessus tout de briser ce que ce mouvement pouvait avoir d'acéré. "Si l'affaire est poussée jusqu'à la guerre, télégraphiait Bryan à un meeting contre la guerre [...], nous soutiendrons le gouvernement, cela va de soi ; mais pour l'heure, notre devoir le plus sacré est de protéger notre peuple des horreurs de la guerre et de



Bryan (à gauche) et Wilson, politiciens démocrates, avant que Wilson devienne président en 1913 et prenne Bryan comme secrétaire d'État.

LITERARY DIGEST

6 *Le pacifisme, agent de l'impérialisme* date de juin 1917. Trotsky se trouvait aux États-Unis, empêché par les autorités de revenir en Russie où la révolution avait éclaté.

7 Président démocrate qui décida l'entrée en guerre des États-Unis. Il invoquait un programme de paix, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'entente universelle des nations...

8 Avocat, membre du Congrès, William Bryan fut trois fois candidat démocrate à la présidence. Il se disait anti-impérialiste, pour la paix, et avait fait campagne contre l'annexion des Philippines. Il mit sa popularité au service de Wilson, qui en fit son ministre des Affaires étrangères. En 1915, Bryan sortit du gouvernement mais continua à lui donner sa caution.

L'Humanité, 5 décembre 1914

Le Vote de Karl Liebknecht

**BLAMÉ PAR LE COMITÉ DIRECTEUR
DU PARTI**

Une dépêche émanant de Berlin annonce que dans le *Vorwärts* le comité central du parti socialiste allemand a publié un blâme à l'adresse de Liebknecht, qui, contrairement aux décisions prises par le groupe parlementaire, a voté contre les crédits au Reichstag.

Sera-t-il exclu ?

Londres, 4 décembre. — Selon une dépêche de La Haye, il est probable que Karl Liebknecht serait expulsé du parti socialiste allemand pour avoir voté, à la séance publique du Reichstag, contre les nouveaux crédits de guerre. En ce cas Liebknecht formerait, après la guerre, un nouveau parti comprenant tous les socialistes qui désapprouvent l'attitude de leurs représentants au Reichstag. — (*L'Information.*)

L'Humanité, organe de la SFIO, après son revirement, relaie le blâme de Karl Liebknecht par les dirigeants du Parti social-démocrate allemand.

faire, pour cela, tout ce qui est en notre pouvoir." En ces quelques mots se résume le programme du pacifisme petit-bourgeois : [...] offrir un exutoire à l'insatisfaction populaire au moyen de meetings inoffensifs, tout en donnant la garantie au pouvoir qu'il ne rencontrera pas d'obstacles de la part de l'opposition pacifiste.»

Quelques mois plus tard, alors que la révolution tardait ailleurs qu'en Russie, Rosa Luxemburg soulignait à quel point le pacifisme était devenu un agent de l'impérialisme contre la classe ouvrière : « La haine de classe contre le prolétariat et la menace immédiate de la révolution

sociale qu'il représente déterminent [...] les faits et gestes des classes bourgeoises, leur programme de paix et leur politique à venir. [...] [Les dirigeants socialistes] cherchent à faire aboutir le même programme de paix que la bourgeoisie et le préconisent comme leur propre programme ! Vive Wilson et la Société des nations ! Vive [...] le désarmement ! Voilà [...] la bannière à laquelle se rallient [...] les socialistes de tous les pays – et avec eux les gouvernements impérialistes de l'Entente, les partis les plus réactionnaires, les socialistes gouvernementaux arrivistes. »⁹

En juillet 1914, juste avant

que se déchaîne l'enfer de la guerre mondiale, Jean Jaurès avait affirmé dans un meeting électoral : « *Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage.* » Le socialisme de Jaurès, qui n'était pas marxiste, restait par bien des aspects compatible avec la démocratie bourgeoise dans la France d'alors. Mais lui et les autres cadres du mouvement socialiste européen avaient, durant des années, défendu devant la classe ouvrière du continent l'idée que les prolétaires n'ont pas de patrie et que, pour en finir avec les guerres, il faut en finir avec le capitalisme. Au début du 20^e siècle, les rivalités interimpérialistes menaçant à tout instant d'exploser, les délégués français, allemands, autrichiens, russes, britanniques, belges, italiens, etc., à plusieurs congrès de l'Internationale socialiste avaient pris l'engagement de recourir à la grève générale, voire à l'insurrection, pour empêcher la guerre.

Au lieu de quoi, les dirigeants socialistes allaient, sauf rares exceptions, s'aligner dès le 4 août 1914 derrière leur bourgeoisie respective, approuver l'envoi à l'abattoir de millions de prolétaires et de paysans bourgeois désignaient d'autres travailleurs comme l'ennemi.

Cette monstrueuse trahison de la classe ouvrière, des idéaux et du combat socialistes signa la faillite de la Deuxième Internationale et de la social-démocratie. Mais les graines que des générations de militants avaient semées dans la conscience du prolétariat allaient germer aux feux du brasier mondial. Les premiers à mettre un terme à la guerre, en renversant leur bourgeoisie, furent les prolétaires russes : quatre mois après Octobre 1917, les armes s'étaient tues sur le front de l'Est. Cela stimula la volonté des soldats et ouvriers allemands d'en finir avec le régime de leurs

⁹ Rosa Luxemburg, *Fragment sur la guerre, la question nationale et la révolution*, 1918.

DR



Dans le journal du Parti social-démocrate suisse du 18 septembre 1915 : «Conférence Socialiste Internationale à Zimmerwald (Suisse). Proletaires d'Europe ! La guerre a duré plus d'un an. Des millions de cadavres jonchent les champs de bataille, des millions de personnes sont paralysées à vie...»

propres auteurs de guerre : en novembre 1918, l'Allemagne se couvrit de conseils de soldats et d'ouvriers, la révolution avait commencé. Mais finalement elle ne parvint pas à triompher et la révolution russe resta isolée, ce que l'humanité payait d'un prix terrible – le fascisme, une nouvelle crise économique mondiale, le stalinisme, le nazisme, une nouvelle guerre mondiale.

Alors qu'aujourd'hui la crise mondiale s'aggrave, que les risques d'un nouveau conflit mondial se précisent, il ne faut pas oublier que, si de la guerre entre puissances impérialistes avait surgi une vague révolutionnaire qui menaçait de balayer le capitalisme en Europe, c'est qu'il y avait eu des militants, des organisations, des partis révolutionnaires en Russie, en

Allemagne, mais aussi en Autriche-Hongrie, en France, en Italie, dans les Balkans..., pour se préparer, pour préparer leurs camarades, les travailleurs autour d'eux, à l'idée que face à la guerre l'alternative ne pouvait être, selon l'expression de Rosa Luxemburg, que le socialisme ou la barbarie.

La classe ouvrière, en France comme ailleurs dans le monde, ne s'est toujours pas remise des conséquences de l'échec de la vague révolutionnaire des années 1920 ni des ravages qu'ont faits, dans la conscience, l'éducation et l'organisation du prolétariat, la social-démocratie puis le stalinisme, tous deux passés définitivement du côté de l'ennemi de classe. À l'approche de ce qui pourrait être un nouveau conflit généralisé, engendré par

la crise et les contradictions de la société capitaliste, on ne peut que constater que la classe ouvrière actuelle est bien moins préparée sur le plan politique, moral et organisationnel qu'elle ne l'était en 1914. Plus grave, elle n'a toujours pas pu se donner ce qui lui a tant fait défaut pour l'emporter dans les luttes, les guerres et les révolutions du dernier siècle : des organisations composées de militants communistes révolutionnaires convaincus que seule la classe ouvrière peut transformer la société, des partis aguerris dans la lutte de classe, reconnus comme sa direction par au moins une fraction de la classe ouvrière.

Pour parcourir ce chemin indispensable, les révolutionnaires conscients doivent d'autant plus s'accrocher à la seule boussole fiable dont ils disposent. Celle, non pas du pacifisme, même peint aux couleurs de la dénonciation verbale du capitalisme, mais celle de Lénine quand, en 1915 à la conférence Zimmerwald, il fixait pour objectif aux révolutionnaires ce qui allait permettre la victoire des bolcheviks en octobre 1917 : transformer « la guerre impérialiste entre les peuples en une guerre civile des classes opprimées contre leurs oppresseurs, en une guerre pour l'expropriation de la classe des capitalistes, pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, pour la réalisation du socialisme ».

Un siècle a passé sans que ce programme puisse se réaliser à l'échelle mondiale, mais il n'a pas pris une ride.

26 mars 2023



Afrique francophone : une aide très intéressée

Macron, comme avant lui Sarkozy puis Hollande, prétend avoir une politique africaine en rupture avec ses prédécesseurs. Après sa première élection en 2017, dans un discours prononcé lors d'un voyage au Burkina Faso, et qui sera très commenté, il affirma : « Je suis, comme vous, d'une génération qui n'a jamais connu l'Afrique comme un continent colonisé... [...] Je suis d'une génération de Français pour qui les crimes de la colonisation européenne sont incontestables... Je suis d'une génération où on ne vient pas dire à l'Afrique ce qu'elle doit faire ! »

SARAH MEYSSONNIER/EPA



Macron, lors de la conférence « Investir ensemble, pour une nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe » organisée par l'Agence française de développement (AFD), le 16 février 2022.

Lors d'un voyage en Algérie, en août 2022, Macron déclara aux jeunes Algériens : « *Votre avenir, ce n'est pas l'anti-France. [...] Oui, la France est critiquée. Elle est critiquée pour le passé, [...] parce qu'on a trop longtemps laissé des malentendus s'installer, et aussi parce qu'il y a une immense manipulation.* » Il a dénoncé des pays comme la Turquie, la Russie, la Chine, qui ont « *un agenda d'influence, néocolonial et impérialiste* »¹. En tant qu'ancienne puissance

colonisatrice, il fallait oser.

Mais ces discours officiels cachent bien mal que, depuis les indépendances, l'enjeu pour les gouvernements français a toujours été de maintenir leur domination sur leurs anciennes colonies, pour continuer à jouer dans la cour des grands pays impérialistes et satisfaire les besoins de leur bourgeoisie.

L'armée française y a joué un rôle de premier plan, mais cette domination s'exerce sou-

vent, hypocritement, au travers de l'aide publique au développement (APD), prétendument humanitaire. Elle sert à ouvrir l'accès à des marchés, à imposer aux États des pays pauvres des commandes conditionnées par ces aides, à orienter les investissements dans ces pays vers des domaines qui intéressent les capitalistes occidentaux, français en particulier.

Mais, depuis quelques mois, la France, impérialisme de second ordre, voit son influence dans son ancien pré carré colonial menacée. Les dirigeants du Mali, du Burkina Faso, contestent la présence militaire française et ont exigé le démantèlement des bases militaires françaises. Certaines troupes françaises ont été transférées au Niger.

Cette contestation du rôle de la France s'est aussi traduite par le refus par le gouvernement malien de l'aide des organisations humanitaires financées par la France, derrière lesquelles il voit un moyen d'ingérence. De leur côté, les États-

1 « Guerre d'Algérie : Macron récuse toute "repentance" et appelle à regarder le passé "avec courage" », *Le Figaro*, article mis en ligne le 26 août 2022.



OUSMANE MAKAVELI

Manifestation au Mali en 2022.

Unis marchandent actuellement avec la Centrafrique des aides au développement et une assistance militaire, en échange de l'abandon de ses liens avec la Russie. Deux exemples qui montrent comment l'aide publique au développement et l'aide humanitaire sont en fait des instruments politiques et économiques au service de la domination impérialiste.

UNE AIDE DISTRIBUÉE EN FONCTION DES INTÉRÊTS IMPÉRIALISTES

L'aide publique au développement d'une nation à d'autres nations s'est inspirée des quelques moyens consacrés par les métropoles au développement de leur empire colonial, financés le plus souvent par des prêts, et du plan Marshall. Après la Deuxième Guerre mondiale, en janvier 1949, le président américain Truman déclarait, dans un discours aux apparences humanitaires :

« Il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et

de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens dans le monde vivent dans des conditions voisines de la misère. Ils n'ont pas assez à manger. Ils sont victimes de maladies. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères. »

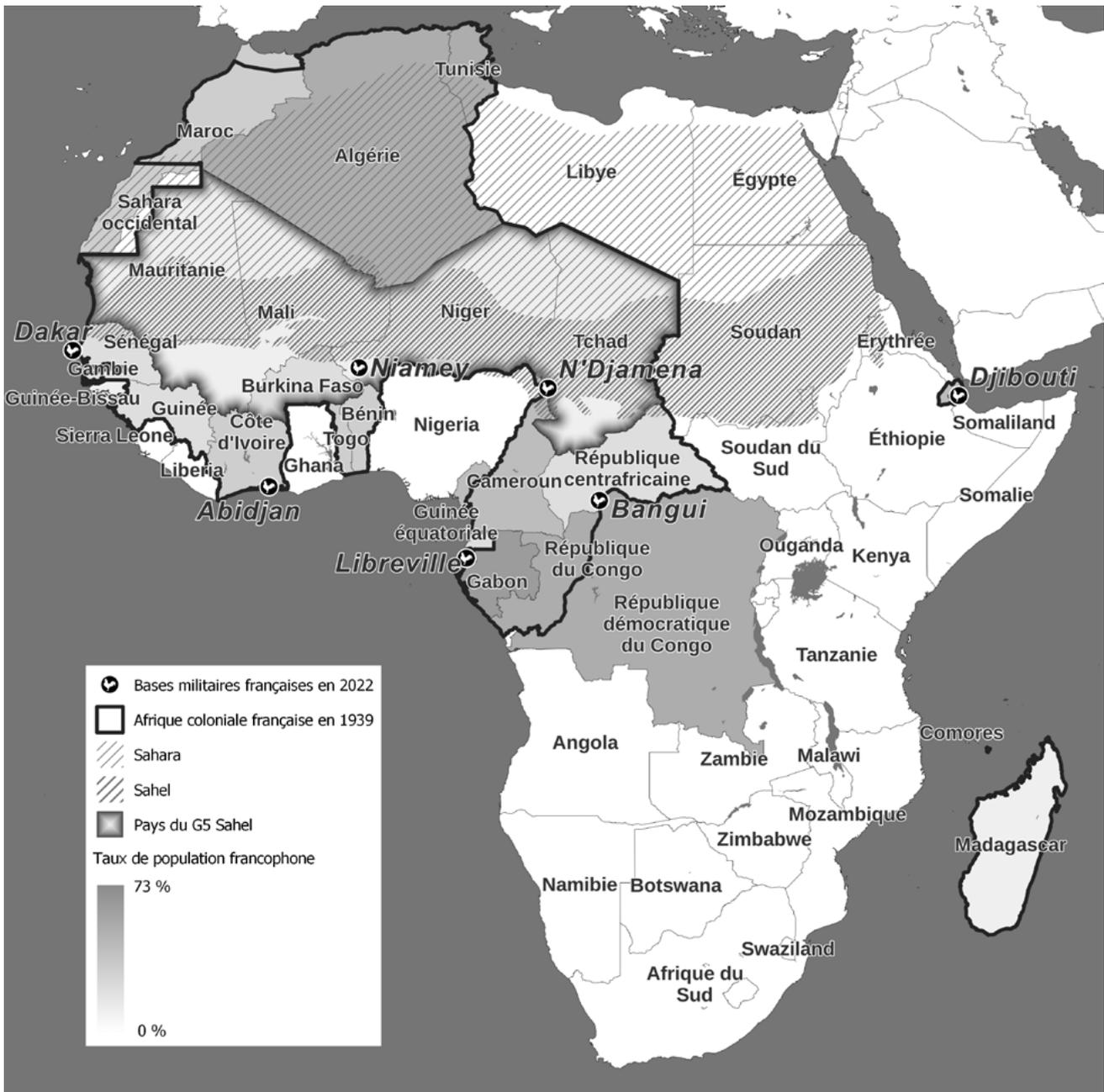
Pour les États-Unis et leurs alliés impérialistes, il fallait contrer l'influence acquise par l'URSS. La période de la guerre froide s'ouvrait.

Forts de capitaux inemployés, les États-Unis mirent en place le plan Marshall, un vaste plan d'aides publiques sous forme de prêts à une Europe dévastée par la guerre, pour relancer son économie et endiguer l'influence soviétique, entre 1948 et 1951. La situation des États européens impérialistes se modifia rapidement, en particulier parce que leur situation résultait des destructions de la guerre mais qu'ils disposaient des moyens techniques et humains nécessaires à la reconstruction. Les capitaux furent donc ensuite

dirigés vers les pays sous-développés, encore colonisés ou tout juste décolonisés, qui ne disposaient ni d'infrastructures ni de suffisamment de personnel formé. L'aide n'eut pas du tout le même effet et ne permit pas à ces pays de se développer, et encore moins de devenir indépendants de leurs anciens colonisateurs.

Plusieurs institutions destinées aux aides au développement furent créées dès la sortie de la guerre : la BIRD, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le CAD, Comité d'aide au développement, ou encore l'OCDE, Organisation de coopération et de développement économique. À leur tête furent recyclés d'anciens administrateurs coloniaux, au fur et à mesure de l'accession à l'indépendance des pays coloniaux. En fait de développement, ce furent les intérêts bien compris des grandes puissances qui furent soignés, même lorsque les fonds collectés s'adressèrent à des pays pauvres en proie à des crises humanitaires.

Ainsi, en 1954, les États-Unis



La présence de l'impérialisme français en Afrique.

mirent en place la Public Law, rebaptisée Food for Peace en 1966. Cette distribution gratuite de nourriture aux populations de pays pauvres, prétendument généreuse, fut un moyen d'écouler des excédents agricoles américains et de trouver de nouveaux débouchés commerciaux. Elle entraîna des conséquences catastrophiques pour les agriculteurs des pays destinataires qui, concurrencés

par cette alimentation gratuite, ne pouvaient plus vendre leur production.

Elle servit aussi de système de sanction positive, en aidant les régimes qui convenaient aux États-Unis, ou négative, en supprimant l'aide aux régimes qu'ils combattaient, comme le Chili d'Allende en 1971², ou le Bangladesh, dont ils tardèrent à satisfaire les demandes lors de la famine de 1974, à cause des

relations que ce pays entretenait avec Cuba³.

TOUS LES IMPÉRIALISMES ONT UTILISÉ LES MÊMES MOYENS

Les territoires colonisés étaient des chasses gardées pour le colonisateur. La décolonisation ouvrait leur marché aux autres impérialismes. Alors

2 Soit immédiatement après la victoire du socialiste Salvador Allende à l'élection présidentielle de septembre 1970, où il représentait l'Unité populaire, coalition allant du Parti communiste jusqu'au centre.

3 La République populaire du Bangladesh s'était constituée en 1971 au cours d'une guerre meurtrière pendant laquelle, soutenue par l'Inde et l'URSS, elle se sépara de la République islamique du Pakistan. Elle entretint dès 1972 des relations diplomatiques, puis économiques avec Cuba.



De Gaulle (au second plan sur la photo) a nommé en 1960 Jacques Foccart, secrétaire général aux affaires africaines et malgaches, ici avec le président sénégalais Léopold Sédar Senghor.



Paris, décembre 1960 : signature de la convention de l'OCDE succédant à l'OECE (l'Organisation européenne pour la coopération économique) créée en 1948 pour administrer l'aide du plan Marshall.

naturellement, les États-Unis se tournèrent prioritairement vers les États d'Amérique du Sud, la France vers ses anciennes colonies d'Afrique, la Grande-Bretagne vers son ancien empire colonial, et le Japon vers l'Asie, afin de maintenir leur influence.

La France, après avoir essuyé une défaite en Indochine, puis avoir été mise en difficulté en Algérie par une guerre meurtrière, anticipa la perte de son empire colonial et organisa l'accession à l'indépendance des pays d'Afrique subsaharienne,

en les maintenant le plus possible sous sa dépendance économique et politique. De Gaulle, dans un entretien télévisé avec Michel Droit, le 14 décembre 1965, affirmait : « *Cet argent que nous donnons pour l'aide aux pays sous-développés n'est pas de l'argent perdu, à aucun point de vue. Je considère même que c'est un très bon placement.* »

Son objectif était d'utiliser l'aide publique au développement pour le maintien des mêmes relations de subordination dans le contexte créé par

la décolonisation. L'accès à certaines matières premières restait une préoccupation majeure pour de Gaulle, qui affirmait dès 1961 : « *Notre ligne de conduite, c'est celle qui sauvegarde nos intérêts et qui tient compte des réalités. Quels sont nos intérêts ? Nos intérêts, c'est la libre exploitation du pétrole et du gaz que nous avons découvert ou que nous découvririons.* »⁴ Il y avait aussi les grandes plantations agricoles de coton, de palmiers à huile et autres cultures tropicales dont les entreprises françaises pouvaient bénéficier à bas prix.

Pour mener à bien la défense de ses intérêts, la France utilisa plusieurs moyens.

LA DÉCOLONISATION : MISE EN PLACE D'ÉTATS AFRICAINS DÉPENDANTS DE LA FRANCE

Tout d'abord, l'État français installa en Afrique des chefs d'État « amis de la France », tel Omar Bongo, président du Gabon de 1967 à 2009, issu des services secrets français. Là où ce fut nécessaire, la France n'hésita pas devant la violence extrême pour éliminer du pouvoir les hommes qui ne lui étaient pas inféodés, comme au Cameroun, où le populaire mouvement pour l'indépendance UPC, mené par Ruben Um Nyobè, fut écrasé par la France lors d'un bain de sang – entre cent mille et quatre cent mille morts, selon les estimations – en 1958. D'autres leaders indépendantistes furent assassinés, comme Sylvanus Olympio au Togo en 1963 ou Thomas Sankara au Burkina Faso en 1987, remplacés par des dictateurs sanglants qui acceptaient de fournir les matières premières produites par leur pays en priorité aux entreprises françaises, et à très bas prix.

Au Congo-Brazzaville, Denis Sassou Nguesso dirigeait une

4 Charles de Gaulle, conférence de presse du 5 septembre 1961.

« pétrodictature » selon l'expression de François-Xavier Verschave. Il était « très lié aux services secrets français », et « non seulement l'ami de Chirac mais aussi très prisé des pétroliers. En effet, il ne demandait pour son pays, officiellement, que 17% de l'argent du pétrole – du pétrole déclaré. »⁵ L'affaire Elf a montré que l'argent non déclaré du pétrole pouvait aller directement dans la poche des dictateurs africains, mais aussi servir à financer les campagnes électorales de partis politiques français. Quand en 1992 des élections firent élire un autre candidat, Patrick Lissouba, ces élections furent contestées et engendrèrent une guerre civile. Denis Sassou Nguesso s'exila quelque temps en France, puis revint au pouvoir en 1997 avec le soutien militaire de la France et de ses alliés.

En parallèle avec la force brutale, l'impérialisme français a maintenu la dépendance économique de ces États vis-à-vis de la France en ne leur transférant pas les technologies nécessaires à l'usage et à la commercialisation des matières premières que ses industriels exploitaient. Ainsi le Nigeria, le Gabon et autres pays producteurs de pétrole ne disposent que de très peu de raffineries, et ne transforment toujours aujourd'hui qu'une infime partie du pétrole extrait de leur sous-sol. Ils doivent importer les produits pétroliers qu'ils consomment. Autre exemple, la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao, mais la moitié des fèves récoltées sur son territoire sont encore exportées brutes et la quasi-totalité du reste sous forme de produits semi-transformés.



Offre d'emploi en Côte d'Ivoire du géant agro-alimentaire nord-américain.

QUI PROFITE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ?

Par un autre mécanisme, l'aide au développement est détournée pour servir les intérêts des pays donateurs. Elle revient en effet pour sa plus grande partie dans les coffres des puissances occidentales.

Des années 1960 jusqu'aux années 2000, l'aide publique française était majoritairement « liée ». Cela signifie que le pays bénéficiaire utilisait obligatoirement l'argent pour acheter dans le pays donateur. Il s'agissait donc de subventions déguisées aux entreprises françaises.

Une revue militaire, la *Revue Défense nationale*, affirmait en 1970 que l'argent versé revenait augmenté vers les pays donateurs : « Les études les plus sérieuses estiment que 80% des sommes affectées à l'aide au

tiers-monde reviennent dans le pays donateur sous forme de salaires, de commandes passées à ses entreprises, de réinvestissement d'économies personnelles et de bénéfices d'entreprises. »⁶

Depuis les années 2000, l'aide est majoritairement « déliée » (à plus de 80%), c'est-à-dire sans obligation d'achat au pays donateur. Mais elle reste une bonne affaire pour la bourgeoisie française. Ses entreprises sont sur place et profitent de la complicité de gouvernements mis en place bien souvent par l'État français. Ce nouveau système permet de ce fait aux entreprises françaises de capter une part plus grande de l'aide versée par d'autres entités que l'État français, en particulier par le biais des fonds européens.

« À nous de nous débrouiller pour que les entreprises françaises gagnent et qu'elles soient plus compétitives, donc qu'elles répondent aux cahiers

5 François-Xavier Verschave, *De la Françafrique à la Mafrafrique*, 2005.

6 Article signé Yvon Bourges, alors secrétaire d'État aux Affaires étrangères chargé de la coopération. Cité par Philippe Marchesin, *La politique française de coopération, Je t'aide, moi non plus*, L'Harmattan, 2021.

des charges, aux normes; disons que c'est notre travail sur place, en liaison avec l'AFD (l'Agence française de développement), de faire en sorte que nos entreprises aient suffisamment d'atouts pour gagner les appels d'offres», explique un agent de la direction générale du Trésor français, en poste sur le continent africain.⁷

Non seulement cet argent revient dans les anciennes métropoles, mais ce sont essentiellement les trusts qui profitent des contrats. Au total, les aides fournies par l'Agence française du développement entre 2015 et 2019 ont donné lieu, suite à des appels d'offres, à des commandes qui ont été passées majoritairement auprès de dix sociétés, toutes françaises. Parmi elles, une filiale de Suez, une filiale d'Engie, ou encore une société de sécurité proche des services secrets français, Amaranthe International.⁸ Le projet de métro d'Abidjan, financé en partie par l'Agence française du développement, est confié aux entreprises Bouygues, Alstom, Colas, Keolis, toutes françaises.

Mais, françaises ou non, le résultat est le même. L'Agence française du développement a largement aidé une plantation de palmiers à huile en République démocratique du Congo. Entre 2012 et 2020, la principale société qui gère cette plantation, Feronia, a reçu près de 128 millions d'euros d'aides européennes, dont près de 25 millions versés par l'Agence française du développement. Les ouvriers travaillent dix heures par jour pour un salaire quotidien misérable de 1,23 euro, trois fois moins que le salaire minimum du pays, et en dessous du seuil de pauvreté défini par la Banque mondiale. Pendant des années, ils ont pulvérisé des insecticides sans aucune pro-



BOCCON-GIBOD/SIPA

Jean-Bedel Bokassa, lors de son sacre, à Bangui, le 4 décembre 1977, à la tête de l'Empire centrafricain. La couronne de diamant avait été prêtée par la bijouterie Arthus-Bertrand, fournisseur attitré de l'État français.

tection. Divers projets, telle la construction de dix écoles, de deux centres de santé, de puits, l'entretien des routes, censés justifier 12 millions de dollars de subventions, ne furent pas menés à bien.⁹

De façon encore plus grossière, l'aide publique au développement française a été utilisée pour satisfaire les lubies des dirigeants soumis à l'État français, tel le sacre de Bokassa comme empereur de Centrafrique en 1977 ou l'aménagement du Boeing personnel d'Omar Bongo.

UNE «AIDE»... QUI ÉTRANGLE LES PAYS AFRICAINS PAR LE BIAIS DE L'ENDETTEMENT

La part des prêts dans l'APD reste importante. En Côte d'Ivoire, entre 1970 et 1979, 29% de l'aide était sous forme de prêts. Les pays du Sahel ont profité de prêts à taux très bas, mais ils ont alimenté la dette publique de ces pays (Mali et Burkina Faso). Selon Pierre Kipré, ancien ambassadeur de Côte d'Ivoire en France et historien, «l'analyse de la dette africaine montre que c'est moins par le biais des IDE (investissements directs à l'étranger) que par celui

de l'APD qu'elle s'est accrue».

Le premier choc pétrolier en 1973, qui avait fortement relevé le prix du pétrole, a modifié la situation en augmentant les capitaux à disposition des banques occidentales, dans un moment où les possibilités d'investissement étaient réduites dans les pays développés du fait de la crise économique qui avait débuté en 1971. Les banques se sont alors tournées vers les pays en voie de développement. En concurrence les unes avec les autres, elles ont prêté presque sans limite, de peur de perdre des opportunités. Lorsque les taux d'intérêt ont fortement augmenté en 1979, après le deuxième choc pétrolier, l'endettement s'est emballé dans de nombreux pays. Les pays étranglés par la dette, dont ceux de l'Afrique francophone, ont été contraints de suivre des programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI comme condition à de nouveaux prêts. Ces programmes leur imposaient de brader leurs quelques infrastructures et entreprises nationales, de réduire leurs dépenses publiques, engendrant un délabrement de services publics déjà insuffisants. Une partie toujours plus importante servait à rembourser leurs intérêts, accroissant l'endettement.

⁷ Ibid.

⁸ «L'aide au développement, une longue hypocrisie française», *Mediapart*, 3 octobre 2021.

⁹ Justine Brabant et Anthony Fouchard, «En RDC, l'huile de palme au mépris des droits humains», *Mediapart*, 27 septembre 2021.

Pour l'Afrique subsaharienne, la dette extérieure est passée de 7 milliards de dollars en 1970 à 235,4 milliards de dollars en 1996. À cette date, elle avait remboursé deux fois sa dette de 1980 mais connaissait un endettement trois fois supérieur. Le poids des intérêts a dépassé les recettes. Ces pays étaient pris dans une spirale infernale de l'endettement.

La dette a été une des formes du pillage des pays sous-développés. « Pour la seule année 1999, les pays à faibles revenus ont payé au Nord une somme cinq fois supérieure à celle qu'ils ont reçue. En 2000, ils ont remboursé 127 milliards de dollars de plus qu'ils n'ont reçu », et ainsi de suite les années suivantes, selon Alain Houziaux¹⁰.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT... OU À LA GUERRE

Avec la chute du mur de Berlin en 1991, l'aide publique au développement s'est réorientée provisoirement vers les pays de l'Est européen. La possibilité pour l'impérialisme de récupérer les zones qui avaient fait partie du camp soviétique devint une priorité.

À la suite des attentats du 11 Septembre 2001, la crainte que des États parmi les plus pauvres ne s'effondrent sous les coups de groupes terroristes a entraîné une nouvelle politique internationale. Depuis 2002, l'aide a de nouveau augmenté, en particulier envers l'Afrique. Comble du cynisme, la sécurité est officiellement devenue un des objectifs avancés par les institutions internationales. Depuis 2017, le gouvernement français résume cette politique par le principe des trois D : diplomatie, défense, développement.

Concrètement, l'APD finance

des interventions militaires, l'entretien d'armées africaines ou de forces de répression telles que la police. Selon un article de *Mediapart*¹¹, 45 blindés français ont été fournis au Mali, au Niger, au Tchad, à la Mauritanie et au Burkina Faso au cours de l'année 2020, des Bastion fabriqués par la société Arquus avec, en plus, des véhicules tout-terrain, des drones, des gilets pare-balles, des groupes électrogènes, un marché de 196,4 millions d'euros. Ce matériel a été fourni par Expertise France, qui dépend de l'Agence française du développement. Tout cela pour soutenir des armées du G5 Sahel qui imposent leur loi aux populations civiles avec une violence qui n'a rien à envier à celle des djihadistes : l'ONG Human Rights Watch les accusait en 2020 de l'exécution sans jugement de plusieurs centaines de personnes.

Enfin, toujours au nom de la sécurité, une partie de l'aide est aussi destinée à contenir le départ vers l'Europe de réfugiés.

En fin de compte, une toute petite part de l'aide sert à développer les infrastructures nécessaires à l'éducation, à la santé. Selon l'OCDE, sur la période 2011-2016, 1 % de l'aide bilatérale française (entre la France et un autre pays) est consacré à l'éducation première et 2 % à la santé rudimentaire. Cette

part sert d'alibi et cache le reste, c'est-à-dire l'essentiel : le pillage des richesses de l'Afrique.

LE RÔLE DES ONG ET DES FONDATIONS PRIVÉES

Une part de l'aide au développement passe par l'intermédiaire des ONG, qui peuvent sembler, aux yeux d'une partie de l'opinion publique, moins ouvertement au service de la bourgeoisie, et même souvent critiques de la politique des États impérialistes. Mais les ONG sont en fait très dépendantes de ces États, ne serait-ce que parce que leur budget vient essentiellement de subventions étatiques.

Certaines de ces ONG sont devenues d'énormes entreprises internationales et sont des rouages des institutions internationales. Elles ont des représentants dans certaines commissions de l'ONU. Leurs expatriés ont parfois le droit de circuler avec des plaques diplomatiques. Leur budget est souvent supérieur à ceux destinés à la santé ou à l'éducation des pays où elles interviennent.

Face à la déliquescence des États des pays pauvres, qui résulte de la pression de l'impérialisme, ces ONG calment un peu la colère accumulée en assurant parfois quelques services publics indispensables à l'exploita-



Bill Gates avec des enfants au Nigeria en 2010.

10 Alain Houziaux, *Christianisme et question politique : Trente questions impertinentes*, Desclée De Brouwer, 2008.

11 Justine Brabant et Anthony Fouchard, « Au Sahel, l'aide française au développement arme des militaires accusés d'exactions », *Mediapart*, 27 septembre 2021.

tion capitaliste et en répondant aux situations d'urgence. Elles participent de fait à maintenir l'impérialisme.

Certains patrons privés créent leurs propres fondations caritatives. Bien que leurs budgets soient marginaux¹², elles sont pour eux des faire-valoir, et un moyen supplémentaire pour décider de la politique des pays où elles interviennent, à l'image de celle de Bill Gates, très active en Afrique.

La fondation Gates permet surtout à sa propre entreprise, Microsoft, ou à d'autres dans lesquelles il a des actions (Coca-Cola, McDonald's), de gagner de nouveaux marchés en Afrique. Elle pousse les paysans africains à pratiquer la culture des OGM et à utiliser des pesticides, ce qui fournit un marché pour Monsanto, dont Bill Gates est actionnaire.

Bill Gates est également le deuxième donateur de l'OMS pour 2020-2021 (devant les États-Unis) et finance notamment la lutte contre le paludisme, ce qui fait aussi ses affaires, en tant qu'actionnaire de l'industrie pharmaceutique.

De nombreuses grandes entreprises françaises ont aussi créé des fondations humanitaires, qui financent des projets dans les pays pauvres : Suez, Veolia, EDF, Total... Les mêmes qui profitent grassement des contrats liés à l'aide au développement, et pillent les richesses de l'Afrique, font mine d'aider les populations pauvres.

TotalEnergies peut donc ravager la Tanzanie et l'Ougan-

da avec son projet de nouvel oléoduc, menacer de pollution le bassin du lac Victoria, confisquer par la force les terres de dizaines de milliers de paysans, souvent sans les indemniser, et se faire passer pour un bienfaiteur de l'humanité et de l'environnement, à l'aide de sa fondation, en participant par exemple au projet de grande muraille verte au Sahel.

FACE À LA VIOLENCE DE LA CRISE ET DE LA CONCURRENCE INTERIMPÉRIALISTE

Depuis les années 2000, l'aide publique au développement a augmenté, pour atteindre 202 milliards de dollars en 2021 mais ce chiffre est à comparer aux dépenses militaires la même année (plus de 2 100 milliards de dollars) ou aux subventions accordées aux agriculteurs des pays riches (de l'ordre de 300 milliards de dollars).

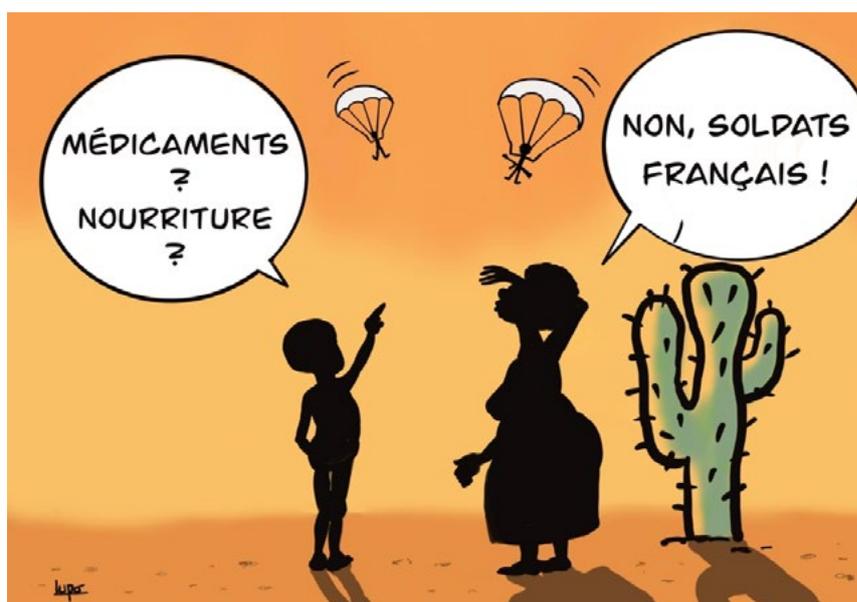
Mais, quel que soit son montant, l'APD est une escroquerie, en ce qu'elle vise à faire croire à la population que les États les plus riches font ce qu'ils peuvent pour empêcher les crises huma-

nitaires et le sous-développement, alors qu'ils continuent à dominer et piller les richesses des pays pauvres.

Face à la famine qui menace à nouveau un certain nombre de pays, du fait des sécheresses, de la flambée des prix et de l'augmentation des conflits, les grandes puissances enverront peut-être quelques sacs de riz, avant de tourner leur attention vers ce qui leur importe vraiment, leur cœur de métier, la sauvegarde des profits de leur bourgeoisie. La rivalité exacerbée entre impérialistes les conduira à fomenter des guerres plutôt qu'à sauver les populations de la détresse dans laquelle ils les entraînent.

Face au réchauffement climatique et à ses conséquences catastrophiques sur des populations qui n'en sont pas responsables, de nouvelles sommes sont promises, souvent sous forme de prêts. Le système capitaliste qui rend invivables de nouvelles zones, chassant les populations, poursuit sa course mortifère, et la poursuivra tant qu'il ne sera pas arrêté par une révolution menée par les travailleurs.

28 mars 2023



¹² En 2018, l'aide publique au développement était de 167,8 milliards de dollars, et l'aide privée de 7,8 milliards de dollars, dont la moitié financée par la fondation Bill & Melinda Gates, principal fournisseur privé d'aide au développement.



La première voiture qui, en 1899, dépassa les 100 km/h était électrique

La voiture électrique, ses enjeux économiques et politiques

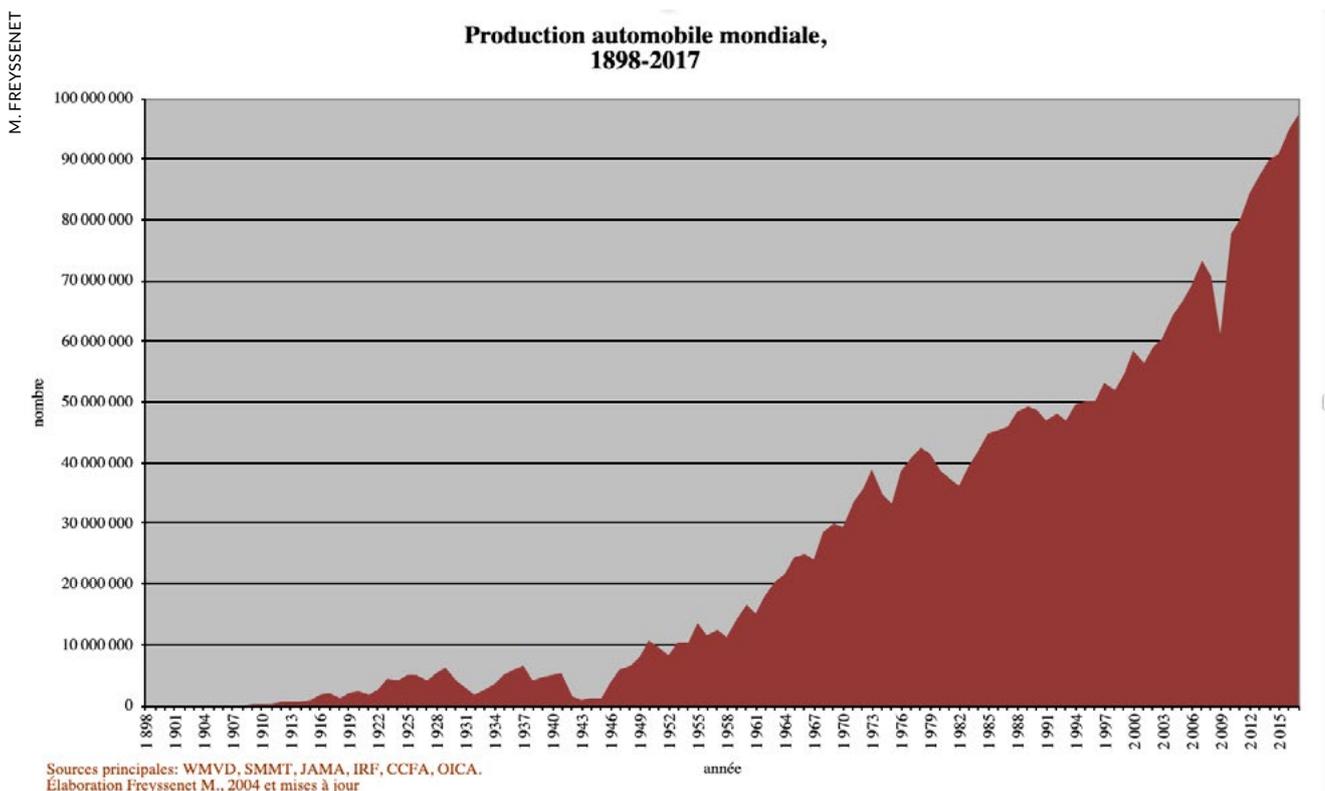
Après bien des rebondissements, l'Union européenne (UE) a entériné fin mars l'interdiction en 2035 de l'immatriculation des voitures fonctionnant avec un moteur thermique, essence ou diesel. Avec toutefois une exception pour les véhicules utilisant du carburant de synthèse, lequel n'est produit pour l'instant que dans une seule usine au Chili et sera surtout destiné, en raison de son coût, aux détenteurs de Porsche et autres Ferrari.

D'ici 2035, certes, bien des choses peuvent changer. En 2022, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), plus de dix millions de voitures électriques ont été vendues dans le monde, sur un total de 82 millions de véhicules. Ce nombre encore modeste devrait aug-

menter de 35% cette année. Les États-Unis veulent arriver à une proportion de 50% de véhicules électriques vendus en 2030. En Chine, c'est déjà un sur quatre aujourd'hui.

En tout cas, au moins sur une partie de la planète – Europe,

États-Unis et Chine – le tournant est pris vers l'électrification des voitures. Pour les habitants du Bangladesh ou de la République centrafricaine, qui ne disposent que d'un véhicule à moteur pour 250 habitants, le problème n'est pas celui du type de motorisation...



La production automobile a augmenté régulièrement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

UNE PRODUCTION MONDIALISÉE ET UNE SPÉCULATION EFFRÉNÉE

Le passage à l'électrique ne s'explique évidemment pas par une volonté des industriels de lutter contre la pollution. En fait, derrière les problèmes bien réels d'environnement, se cachent une guerre commerciale entre les constructeurs automobiles et une guerre économique entre les grandes puissances. Les intérêts des uns et des autres sont entremêlés, mais ils s'opposent bien souvent, ce qui est la règle dans la production capitaliste dominée par les intérêts privés.

La production automobile est largement mondialisée et les fabricants n'ont plus qu'un lointain rapport avec leur pays d'origine. La Renault Clio est produite en Slovénie, la Peugeot 208 en Slovaquie et au Maroc. Aujourd'hui, l'usine qui produit le plus grand nombre de voitures en France est... Toyota à Valenciennes, avec la Yaris. Volkswagen a longtemps été le plus gros constructeur de Chine, et Toyota était celui des États-Unis en 2021.

C'est dire que les discours vantant les mérites du protectionnisme n'ont guère de sens et ne sont pas une réponse aux suppressions d'emplois liées à l'électrification du parc automobile. En revanche, ils justifient l'octroi de subventions par les pouvoirs publics aux groupes automobiles, et ils divisent les travailleurs. Pourtant, partout dans le monde, l'heure est aux suppressions d'emplois, comme en témoigne l'annonce par Stellantis d'un nouveau plan de départs « volontaires » pas encore chiffré mais qui s'adresse aux 35 000 salariés du groupe aux États-Unis.

Dans un courriel adressé

aux employés, le directeur de l'exploitation pour l'Amérique du Nord de Stellantis, Mark Stewart, cité par l'agence Reuters, explique: «*La compétition est féroce, et nous ne pouvons pas faire reposer tout le coût de l'électrification sur le consommateur.*» Ni sur les actionnaires, mais c'était inutile de le préciser. C'est sur les travailleurs que Stellantis et les autres constructeurs veulent faire porter le coût de la transition énergétique. Une transition énergétique qui a un coût, mais qui rapporte et qui alimente la spéculation boursière, comme l'illustre l'histoire de Tesla.

Créé en 2003, Tesla Motors a été introduit en Bourse en 2010. C'était la première introduction en Bourse d'une société produisant des voitures aux États-Unis depuis celle de Ford en 1956. En octobre 2021, la firme d'Elon Musk valait en Bourse plus de mille milliards de dollars, alors qu'elle produisait moins d'un million de voitures par an. Elle valait quatre fois plus que Toyota, qui produisait dix fois plus de voitures. L'an dernier, le cours de Tesla a fondu, alors que l'entreprise a produit plus de véhicules, 1,369 million, en étant extrêmement rentable. Et cette année, afin de conforter sa position sur le marché, l'entreprise s'est lancée dans une guerre des prix sur le marché de la voiture électrique plutôt haut de gamme.

ESSENCE, DIESEL OU ÉLECTRIQUE ?

La production mondiale de voitures n'a pas cessé d'augmenter au cours du 20^e siècle, entraînant des problèmes inextricables de circulation et de pollution dans les grandes villes. La production annuelle, d'environ

dix millions en 1950, puis 41,2 en 2000, a atteint plus de 90 millions avant la crise sanitaire¹. Pour l'année 2022, à cause de l'augmentation du prix des carburants, du manque de puces électroniques et de l'incertitude liée à la transition énergétique, elle s'est établie à plus de 82 millions. Il y a aujourd'hui plus de 1,4 milliard de voitures en circulation dans le monde, quatre fois plus qu'en 1976².

Les industriels occidentaux ont développé le moteur à combustion, inventé dans la deuxième moitié du 19^e siècle, dont le rendement est, malgré les progrès réalisés depuis son invention, toujours relativement faible, autour de 40 % : une grande partie de l'énergie développée par l'explosion est dissipée sous forme de chaleur. Ces moteurs utilisent des carburants à base de pétrole, fournis par les trusts, occidentaux eux aussi, qui dominent ce marché. Ils ont l'inconvénient d'émettre de nombreux polluants : oxydes d'azote, composés organiques volatils, benzène, dioxyde de soufre, CO₂ et particules fines. Des particules fines sont aussi émises par l'usure des pneumatiques et des plaquettes de frein. Autre inconvénient : étant à explosion, ces moteurs font du bruit.

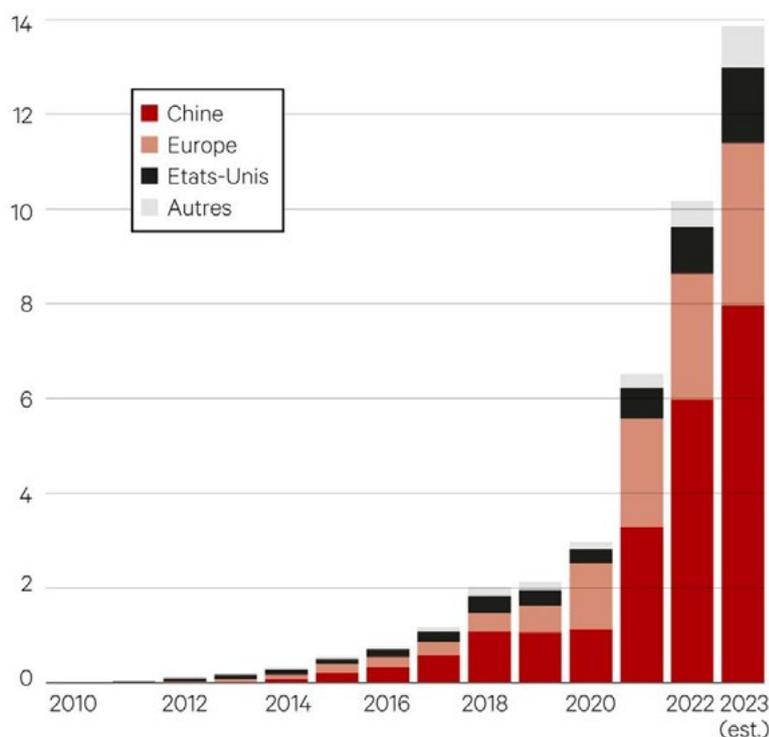
Le scandale du Dieselgate, qui a éclaté en septembre 2015, a montré que les constructeurs – Volkswagen d'abord, mais en fait tous – truquaient les résultats des tests de pollution. Cela a achevé de déconsidérer l'utilisation des moteurs diesel, à l'évidence plus polluants, même si PSA a longtemps expliqué que, grâce au filtre à particules qui équipait ses moteurs, l'air sortait plus pur du pot d'échappement qu'il n'était entré dans le moteur. Présenter un moteur diesel comme un purificateur

1 Chiffres de l'Organisation internationale des constructeurs automobiles, sur le site <https://www.oica.net/production-statistics>. Pour 1950, il s'agit d'une estimation. Pour 2022, chiffre de l'IFP Énergies nouvelles <https://www.ifpenergiesnouvelles.fr/article/marche-automobile-mondial-se-redresse-en-fin-dannee>

2 Chiffres de <https://www.transitionsenergies.com/combien-voitures-monde/>

Autos électriques : les ventes dans le monde

En millions (100 % électrique et hybrides rechargeables)



SOURCE : AIE

Les ventes de voitures électriques dans le monde sont tirées par le marché chinois.

d'air, il fallait oser !

Selon Santé publique France (SPF), les particules fines, émises autant par les moteurs que par l'usure des pneumatiques, seraient responsables de 40 000 décès par an, et de la perte de près de huit mois d'espérance de vie. Mais la pollution générée par le développement de la voiture individuelle n'a pas empêché les gouvernements d'en généraliser l'usage, au détriment des transports collectifs.

LA CHINE, PREMIER PRODUCTEUR MONDIAL

En Chine, on produisait à peine plus de deux millions de voitures en 2000. Mais, avec 27 millions de véhicules produits l'an dernier, le pays est devenu, de loin, le premier producteur

mondial, devant les États-Unis (14 millions), l'UE (12 millions) et le reste du monde (29 millions, essentiellement au Japon, en Inde et au Mexique)³. La Chine compte plus de 1,4 milliard d'habitants. La production automobile y est récente, et s'est d'abord faite par des associations entre industriels chinois et fabricants occidentaux et japonais, très intéressés par ce marché en développement depuis une trentaine d'années, avec l'apparition d'une petite bourgeoisie nombreuse à l'ombre du développement économique du pays.

Dès les années 2000, les constructeurs chinois se sont lancés dans la fabrication de voitures électriques. Sur les marchés mondiaux, les trusts occidentaux, coréens et japonais occupaient la place pour les

voitures équipées d'un moteur à explosion. La voiture électrique était un nouveau marché, sur lequel les capitalistes occidentaux s'étaient peu aventurés, plus intéressés à rentabiliser au maximum leurs installations. Plusieurs entreprises chinoises ont pignon sur rue. Certaines sont contrôlées par l'État, comme Dongfeng, FAW ou Changan, d'autres par les autorités régionales, comme SAIC et BAIC, ou encore par des capitaux privés, tels Geely et BYD. Ces entreprises ont racheté des usines qui n'intéressaient plus leurs actionnaires européens. SAIC (Shanghai Automotive Industry Corporation), fondé en 1997, est connu en France pour les véhicules vendus sous l'ancienne marque britannique MG. Un autre grand groupe, Geely, de son côté, a racheté les marques Volvo et Smart.

BYD (Build Your Dreams), fondé en 1995, fabriquait au départ des batteries et s'est lancé dans la voiture électrique en Chine en 2003, dix ans avant la sortie de la Zoe de Renault. Les ventes de BYD ont augmenté de 90 % en un an, elles ont dépassé Volkswagen sur le marché chinois au premier trimestre 2023. Le bénéfice, lui, a été multiplié par cinq l'an dernier ! Et BYD est sur les rangs pour racheter l'usine Ford de Sarrelouis en Allemagne, qui produisait la Focus. Bien après Renault, Peugeot, Volkswagen, Mercedes, Ford ou GM, les entreprises originaires de Chine se font une place sur le marché mondial, avec la même logique capitaliste que leurs prédécesseurs.

Aujourd'hui, le discours sur la transition écologique et le réchauffement climatique, ajouté à la concurrence des fabricants chinois, fait que tous les groupes automobiles du monde se lancent dans la construction de voitures électriques. Renault et Stellantis ont annoncé que tous leurs véhicules seraient

³ Chiffres fournis par IFP Énergies nouvelles.



En septembre 2022, les travailleurs de PSA Trémery manifestent dans les ateliers pour l'augmentation des salaires.

électriques dès 2030 en Europe. Cela se fait à coups de subventions directes aux industriels et de l'installation, financée en grande partie par les pouvoirs publics, de bornes de recharge pour les véhicules électriques.

LES ÉTATS-UNIS À L'OFFENSIVE CONTRE LEURS CONCURRENTS EUROPÉENS

Le président américain Joe Biden a annoncé, à l'été 2022, un vaste plan de 450 milliards de dollars, l'*Inflation Reduction Act* (IRA), afin d'aider à relocaliser l'industrie aux États-Unis. C'est un véritable pont d'or qui est offert aux industriels, quelle que soit leur nationalité. Du coup, le fabricant suédois de batteries Northvolt envisage de franchir l'Atlantique. Ses dirigeants ont calculé que, s'ils choisissent de construire leur prochaine usine géante aux États-Unis plutôt qu'en Allemagne, ils pourraient bénéficier de huit milliards de dollars d'aides, soit 70% de leur investissement. Cela mérite d'y réfléchir à deux fois, surtout que les contrats de fourniture d'énergie à long terme y sont quatre à cinq fois moins chers qu'en Europe.

Le Canada s'est aligné sur les aides données par les États-Unis. Ainsi, Volkswagen vient de conclure un accord avec le gouvernement canadien pour une grande usine de batteries dans l'Ontario, avec des subventions à la production entre 8 et 13,2 milliards de dollars canadiens pour la prochaine décennie. «*Du jamais-vu dans l'histoire du Canada*», selon *Le Monde* (6 mai). Volkswagen aurait également abandonné son projet d'usine de berlines 100% électriques qui devait se faire au siège du groupe, à Wolfsburg en Basse-Saxe, au profit de la production d'un modèle aux États-Unis.

Ceux-ci sont lancés dans une guerre économique – avec comme armes le dollar et la puissance de l'État le plus riche du monde – pour faire venir des usines sur le sol américain. Depuis le 21 avril, un décret d'application de l'IRA impose que, pour bénéficier d'un crédit d'impôt de 7 500 dollars pour l'achat d'une voiture électrique, celle-ci doit comporter au moins la moitié de ses composants venant d'Amérique du Nord. C'est encore une façon d'appâter les capitalistes de l'auto à fabriquer du «*made in USA*». On l'a dit, le gouvernement américain vise 50% d'électrique dans les

ventes de voitures en 2030. Pour ce faire, il a fait voter trois lois sur les infrastructures, les semi-conducteurs et les technologies «*propres*», avec à la clef des subventions de 135 milliards de dollars aux industriels.

Si le berceau de l'industrie automobile américaine est situé dans la région des Grands Lacs, au nord, les États du Sud, à la suite de l'État fédéral, déploient aussi leurs aides et tentent d'attirer les industriels avec une énergie moins chère, notamment au Texas où s'est installé Tesla. Dans une tribune, Cindy Estrada, vice-présidente du syndicat United Auto Workers (UAW), s'inquiète de «*voir les fabricants profiter de la transition vers l'électrique pour désyndicaliser*» (*Les Échos*, 24 novembre 2022). Les salaires sont plus bas dans le Sud, dans les usines sans syndicat, et dans les États pauvres comme «*l'Alabama par exemple, l'un des principaux États producteurs [où] 40 000 travailleurs sont employés dans des usines non-syndiquées comme Mercedes, Honda, Toyota et Hyundai, de même que les fabricants de pièces détachées*». Des salaires plus bas, des conditions de travail plus dures... tous les capitalistes courent après.

Cette offensive des États-Unis

n'a pas laissé sans réaction l'UE, la principale visée par les mesures de Biden.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET DE L'UE

Face à l'IRA, l'Union européenne s'est dite prête à mettre 350 milliards sur la table. « *Il a fallu soulever des montagnes et aligner tout le monde, mais l'Europe tient sa réponse à l'IRA, s'est vanté le commissaire européen Thierry Breton. Nous allons enfin pouvoir jouer à armes égales.* »

Cela reste à voir. D'abord, l'UE n'est pas un seul marché. Les constructeurs y ont des intérêts différents, voire contradictoires, et il leur est difficile d'avoir une politique commune. Par exemple, le gouvernement allemand ne veut pas se fâcher avec la Chine, un débouché essentiel pour Volkswagen, Mercedes et autres. De même, l'industrie allemande a subi de plein fouet les conséquences de la guerre en Ukraine, parce qu'elle était très dépendante du gaz russe et que de nombreux sous-traitants des usines allemandes étaient installés en Ukraine, ce qui a perturbé les chaînes d'approvisionnement.

Mais dans l'UE comme dans les pays qui la composent, le robinet des subventions publiques est ouvert en grand. En visite en décembre 2022 à l'usine de moteurs Stellantis de Trémery en Moselle – qui fut selon PSA la plus grande usine de moteurs diesel au monde – le ministre français de l'Industrie Roland Lescure a annoncé la création d'un appel à projets doté de 1,1 milliard d'euros pour soutenir les projets d'investissements de la filière auto. Des fonds dont va pouvoir profiter même un groupe comme Stellantis, qui a programmé la disparition de 2 000 emplois directs d'ici 2025 sur ses deux usines du pôle



Metz-Trémery – celle de Metz produisant des boîtes de vitesses.

La transition énergétique est prétexte à de nouvelles aides pour les constructeurs et les équipementiers, mais pas seulement. Par exemple en France, Imerys, une société qui compte 170 mines et usines dans le monde, avec un chiffre d'affaires de plus de quatre milliards d'euros et 14 000 salariés, a un projet d'exploitation du lithium, indispensable à la fabrication des batteries. L'exploitation de cette mine, située à Échassières dans l'Allier, demande des investissements de l'ordre d'un milliard d'euros, dont la moitié devrait venir d'aides publiques, transition écologique oblige !

PÉNURIE D'ÉLECTRICITÉ... ET SURTOUT DE PLANIFICATION

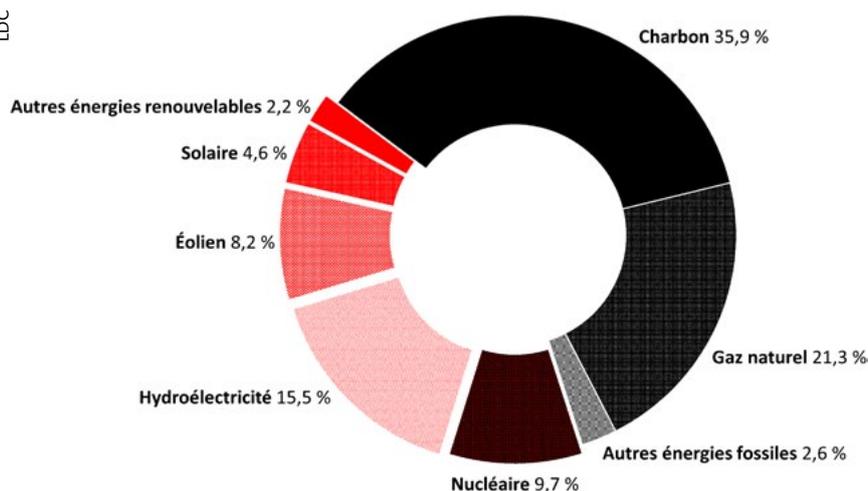
Le monde entier, et pas seulement les pays pauvres, souffre d'une pénurie de courant électrique. Et c'est le moment que les États des grandes puissances ont choisi pour promouvoir l'électrification des voitures individuelles.

Aux États-Unis, à l'automne 2022, cette pénurie a conduit la Californie à interdire le rechargement des voitures électriques

aux heures de pointe. En France, l'hiver dernier a été marqué par des alertes sur le risque de manque de courant. Du fait du matraquage gouvernemental et de l'explosion des prix, la consommation a baissé de 10 %, éloignant le risque de black-out, si tant est que la menace était bien réelle. En Afrique du Sud, le gouvernement a déclaré l'état de catastrophe nationale devant la pénurie de courant électrique qui impose des coupures de plusieurs heures par jour, du fait de centrales à charbon vieillissantes.

Partout, la cause est la même : une gestion privée de la production et du transport d'électricité qui ne peut qu'aboutir à des catastrophes, tant il est évident que produire cette énergie devrait être planifié et organisé en fonction des besoins sociaux, pas des spéculateurs. En 2001, la spéculation avait créé une panne géante dans l'un des États les plus riches des États-Unis, la Californie, du fait de la remise en route trop tardive de centrales thermiques : les spéculateurs avaient attendu quelques secondes de trop afin de profiter au mieux de l'envolée du prix du courant électrique sur les marchés. Mais dès qu'il manque du courant sur le réseau, celui-ci s'effondre, ce qui peut provo-

LDC



60 % de l'électricité produite est d'origine fossile. Production mondiale au 1^{er} semestre 2022 (13 393 TWh). Source : *Connaissance des Énergies*.

quer des pannes affectant des millions de personnes. Or partout dans le monde, production et distribution ont été livrées au marché.

En France, le gouvernement, qui avait la haute main sur EDF, a lancé la construction de centrales nucléaires dans les années 1970. Elles arrivent maintenant en bout de course, avec de nombreux et longs arrêts de réacteurs pour maintenance, sans que rien n'ait été vraiment prévu pour les remplacer hormis l'EPR de Flamanville, dont la construction accumule les retards et les dépassements de coûts.

Rentabiliser au maximum les installations existantes et investir au minimum, tous les groupes capitalistes font cela. EDF, entreprise publique créée après-guerre pour fournir du courant bon marché à l'ensemble des industries, est devenue en 2004 une société anonyme, dont une partie du capital a été cotée en Bourse. Le monopole d'EDF pour la fourniture d'électricité a fait place au marché, obéissant non pas à l'intérêt de l'ensemble des capitalistes, mais à ceux des différents opérateurs privés et à la spéculation. Cela finit par poser tellement de problèmes au fonctionnement même de la société capitaliste que l'État a envisagé de la renationaliser.

Électrifier l'ensemble du

parc automobile entraînerait une augmentation de 10% de la consommation annuelle d'électricité en France, selon le gestionnaire du réseau RTE, avec des pics importants de consommation lors de la recharge des véhicules qui rentrent au domicile le soir. Autant dire que cela pose des problèmes non résolus pour l'instant.

ÉLECTRIQUE RIME-T-IL AVEC ÉCOLOGIQUE ?

Les avocats de la voiture électrique expliquent qu'elle ne rejette pas de CO₂ en roulant, ce qui est incontestable. Mais le bilan carbone d'une voiture ne se juge pas à sa seule utilisation : la production d'une voiture électrique émettrait deux fois plus de CO₂ que celle d'une voiture thermique, du fait de l'énergie nécessaire pour la production des batteries (*Reporterre*, septembre 2020). Ensuite, en roulant, elle n'en émet pas... si l'on oublie que l'électricité produite dans le monde est à 60% à base de combustible fossile. Le courant électrique est le principal émetteur de CO₂ au niveau mondial. C'est dire que, si le CO₂ n'est pas dégagé par la voiture, il l'a été dans la centrale électrique à fuel, à charbon ou à lignite.

Par ailleurs, le poids du véhicule ainsi que la taille des bat-

teries influent nettement sur son bilan carbone. Certains gros SUV pèsent jusqu'à deux tonnes. Des batteries lourdes, comme celles d'une Audi e-Tron qui pèsent 700 kg – contre 305 kg pour celles d'une Renault Zoe – augmentent beaucoup la production de particules fines liées à l'usure des pneumatiques.

Reste aussi le recyclage des batteries qui n'existe quasiment pas, sans compter toutes les pollutions liées à l'extraction des métaux nécessaires à leur fabrication dans le monde et au travail des enfants dans les mines de cobalt au Congo. En Serbie, la population s'est révoltée contre un projet d'exploitation d'une mine de lithium par le trust Rio Tinto, projet finalement abandonné en 2022.

En fait, il n'y a pas d'énergie miracle. Toute source d'énergie pose des problèmes d'environnement ou de conditions de travail. La révolution industrielle a transformé le sous-sol de bien des régions en gruyère, avec l'exploitation charbonnière qui a fait mourir de silicose des générations de mineurs. L'extraction du pétrole a pollué des régions entières. Il en est de même des mines qui fournissaient à l'industrie les métaux dont elle avait besoin, ou l'uranium pour les centrales nucléaires. Mais à chaque fois, le choix de telle ou telle ressource s'est fait en fonction des intérêts privés des capitalistes.

Par exemple, si la France a longtemps été le pays du diesel, c'est parce que, dans les années 1970, la mise en service des centrales nucléaires avait entraîné une surproduction de gasoil dans les raffineries, du fait de l'arrêt des très nombreuses centrales à fuel. Un problème pour les trusts de pétrole, qui se retrouvaient avec du gasoil dont ils ne savaient que faire. Les pouvoirs publics ont alors fait le choix de favoriser fiscalement le diesel, ce dont les constructeurs, en particulier Renault et Peu-



Manifestation des travailleurs de PSA Mulhouse le 28 avril 2016.

geot, ont bien profité. Et tant pis pour la santé des populations !

SOUS L'ALIBI DE L'ÉLECTRIQUE, DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Jusqu'à récemment, la plupart des patrons de l'automobile n'étaient pas favorables au tournant vers l'électrique. Ils préféraient continuer à s'enrichir avec leurs installations archi-rentabilisées. Carlos Tavares, PDG de Stellantis, pointait du doigt tous les défauts et problèmes que pose le passage à l'électrique. Mais face à ses concurrents sur le marché mondial, il s'est fait une raison et a obtenu des subventions conséquentes. Allié à TotalEnergies, Stellantis a créé en 2020 une société, Automotive Cells Company (ACC). Mercedes les a rejoints. Les trois sociétés détiennent maintenant chacune un tiers du capital d'ACC, qui va produire des batteries avec force aides de l'État et de l'Union européenne. Celles-ci concentrent près de la moitié de la valeur du véhicule, d'où l'intérêt des trusts pour ce genre d'usine !

Selon *Les Échos*, un demi-million d'emplois seraient menacés en Europe d'ici à 2040 par le

passage à l'électrique, car une voiture électrique demande 40% de main-d'œuvre en moins. Les emplois supprimés sont loin d'être compensés par la création d'usines de batteries, comme à Douvrin dans le Pas-de-Calais, et de moteurs électriques, comme à Trémery en Moselle. D'ailleurs, l'industrie automobile et les équipementiers suppriment massivement des emplois depuis des années, indépendamment de l'électrification. L'usine PSA-Stellantis de Sochaux produisait en 2021 le même nombre de voitures – 265 000 – qu'en 2000. Le nombre de salariés, toutes catégories comprises, a quant à lui fondu, passant en vingt ans de 23 036 emplois à 9 581. Accroissement des rythmes de travail, recours massif à la sous-traitance : les suppressions d'emplois sont le fruit pourri de l'exploitation capitaliste.

Les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter de voir les emplois et les salaires attaqués au nom de la transition énergétique, face à des patrons de l'automobile gavés de profits et de subventions publiques. Maintenir tous les emplois ne peut se faire qu'en imposant la répartition du travail entre tous sans perte de salaire, en prenant sur les profits. Ceux de Stellantis

culminent à 16,8 milliards d'euros pour 2022. Les actionnaires de Stellantis ont empoché 5,7 milliards sous forme de dividendes et de rachats d'actions. Cela représente de quoi payer un salaire de 2 000 euros net, cotisations sociales comprises, à 118 750 salariés. C'est dire que l'argent ne manque pas. Carlos Tavares, qui a gagné pour l'an dernier 23,5 millions d'euros, soit 2 682 euros chaque heure de la journée, nuit comprise, en sait quelque chose.

LE PROFIT, SEUL MOTEUR DES CAPITALISTES

Toute activité humaine a des conséquences sur l'environnement. Les groupes de chasseurs-cueilleurs, quand ils avaient épuisé un territoire, se déplaçaient. Mais au 21^e siècle, l'action de l'humanité sur son environnement entraîne des conséquences tout autres. Les activités humaines devraient être organisées rationnellement, en tenant compte de l'ensemble des problèmes qu'elles posent. Produire selon les besoins de l'humanité en respectant la nature, chose impossible dans le cadre d'une économie dominée par la logique du profit privé viscéralement opposée à toute planification, ne sera possible que dans une société libérée de l'exploitation, de la dictature du marché et du profit capitaliste.

Le protectionnisme, les frontières, le « produisons français » dressent entre les travailleurs des barrières qui font qu'au lieu de se considérer comme une seule classe internationale, chacun est appelé à se solidariser avec « son » patron, « son » entreprise. Au contraire, la seule manière de sortir l'humanité des catastrophes annoncées se trouve dans l'internationalisme que seule la classe ouvrière peut porter.

8 mai 2023



L'édition allemande de 1845.

Friedrich Engels, La Situation de la classe laborieuse en Angleterre (1845): l'actualité d'un ouvrage pionnier

En 2021, les Éditions sociales ont réédité l'ouvrage de Friedrich Engels *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*. Publiée pour la première fois en 1845, cette enquête sur la révolution industrielle en Grande-Bretagne et la condition ouvrière est un texte essentiel pour comprendre l'élaboration du marxisme. Dans cette œuvre militante où il retrace les premiers pas du mouvement ouvrier, Engels affirme sa confiance dans la capacité des prolétaires à renverser le capitalisme.



Friedrich Engels (1820-1895), dans les années 1840.

Quand Engels écrit ce livre, entre novembre 1844 et mars 1845, il vient de passer deux ans à Manchester, comme employé dans l'entreprise textile de son père (Barmen & Engels), et il est déjà communiste. Né en 1820 dans une famille piétiste de la bourgeoisie rhénane, il s'oppose tôt à son milieu, révolté notamment par la condition ouvrière dans la vallée de la Wupper, qu'il dénonce dans ses écrits dès 1839. D'abord démocrate révolutionnaire et proche de l'opposition libérale au régime, sa critique de l'ordre établi se fait bientôt plus radicale, notamment au contact de socialistes. En partant pour Manchester à l'automne 1842, il quitte l'atmosphère étouffante de son milieu d'origine et plonge au cœur d'une capitale industrielle bouillonnante, où il pressent que se dessine l'avenir de la société.

De 1801 à 1841, la population de Manchester a triplé, pour approcher les 250 000 habitants. Près de 20 000 d'entre eux sont employés dans les fabriques cotonnières; ils sont 20 000 de plus dans son agglomération. Dans

CALDERDALE



Meeting chartiste en 1842 à Todmorden près de Manchester (toile de A.W. Bayes).

cette « Cottonopolis », le jeune Engels consulte tout ce qui est imprimé sur les questions économiques et sociales. Son travail s'appuie principalement sur les enquêtes officielles et la presse nationale et locale. Mais ce qui fait sa valeur est sa connaissance de première main, de l'intérieur, de la classe ouvrière. S'il s'acquitte par obligation de ses tâches dans l'entreprise paternelle, il évite la bonne société et passe son temps libre dans les milieux populaires, à l'affût de contacts avec les militants ouvriers.

Sa rencontre début 1843 avec Mary Burns, une ouvrière irlandaise qui sera sa compagne jusqu'à ce qu'elle meure en 1863, lui facilite les choses. C'est grâce à elle et à sa sœur Lizzie qu'il produit des pages si vivantes sur les immigrés irlandais, leurs conditions de logement inhumaines et la façon dont le patronat se sert d'eux pour faire pression sur les salaires. Et c'est grâce à ses échanges incessants avec le milieu militant que son texte a tant de souffle. Là où la plupart des travaux publiés alors sur la « question ouvrière » voient dans le prolétariat industriel une menace pour l'ordre public ou la civilisation, Engels y voit une classe porteuse d'ave-

nir. S'il décrit sans fard les souffrances quotidiennes des travailleurs, il consacre toute une partie du livre à leurs réactions face à l'exploitation, aux organisations construites et aux luttes menées par les ouvriers eux-mêmes.

L'Angleterre où Engels débarque est un pays où les combats de la jeune classe ouvrière sont en effet au premier plan de l'actualité. En août 1842 a eu lieu la première grève générale dans l'industrie du textile (les « émeutes des chaudières »). Depuis 1838, le mouvement chartiste, pour l'adoption d'une Charte du peuple revendiquant le suffrage universel (masculin), mobilise des centaines de milliers de travailleurs. Et depuis les années 1820 s'est développé un courant socialiste, inspiré par la vision utopiste de l'industriel philanthrope Robert Owen. Presque dès son arrivée, Engels se lie à ces militants chartistes et owénistes, livrant à leurs publications des articles sur lesquels s'appuiera son ouvrage. Parmi les militants qu'il fréquente, il y a aussi ceux qui s'investissent dans la construction des trade-unions, les syndicats, en lesquels Engels voit « l'école de guerre des ouvriers, où ils se préparent au grand combat inéluctable ». À

travers la lutte trade-unioniste pour des objectifs économiques limités, Engels explique que les travailleurs apprennent à s'organiser, un apprentissage indispensable sur la route qui les mènera à la prise du pouvoir.

Dès sa parution, le livre d'Engels a été critiqué. Décennie après décennie, ses détracteurs, qu'ils proviennent de la gauche réformatrice ou de la droite réactionnaire, ont décliné à peu près les mêmes thèmes : son enquête contiendrait des erreurs factuelles et aurait été contredite par les travaux historiques ultérieurs ; son tableau de la condition ouvrière serait exagérément noir, et celui de la bourgeoisie exagérément féroce ; sa conclusion sur l'imminence d'une révolution sociale aurait été invalidée par la relative stabilisation de la vie politique en Grande-Bretagne à partir des années 1850.

La répétition de telles critiques, jusqu'à nos jours, de la part d'intellectuels hostiles au communisme, est en soi un hommage : Engels dérange encore. Et les rares données erronées – d'ailleurs plutôt imputables aux sources sur lesquelles Engels s'est appuyé qu'à lui-même – n'enlèvent rien à la valeur de l'analyse d'ensemble. Plus personne ne conteste que l'espérance de vie des travailleurs britanniques a chuté entre 1800 et 1850. Le travail des enfants dénoncé par Engels n'est pas non plus contestable, il est seulement mieux mesuré : enfants et adolescents constituaient un tiers des ouvriers du textile en 1833, et encore un quart en 1842. Quant à l'exploitation féroce telle que décrite par Engels, elle reflète avec une précision effrayante ce que fut la réalité. Concernant les appels d'Engels à une révolution ouvrière pour mettre à bas le capitalisme, ils n'avaient pas, sous sa plume, de valeur prédictive : c'étaient les paroles d'un militant. Jusqu'en 1848, la situation politique en

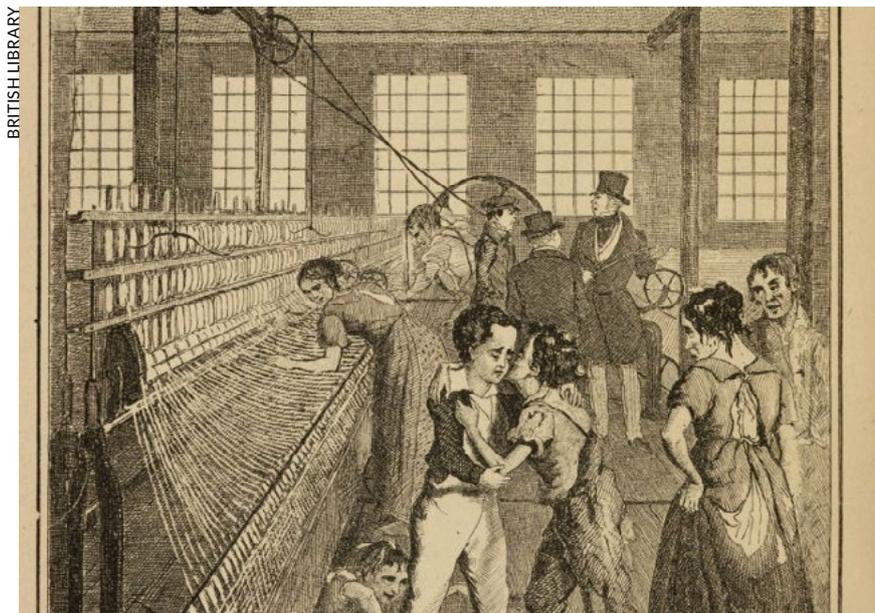


Illustration d'un feuilleton des années 1840, dénonçant le travail des enfants dans les usines de coton de Manchester et d'autres villes du nord de l'Angleterre.

Grande-Bretagne demeura par bien des côtés prérévolutionnaire, y compris aux yeux des classes dominantes, et Engels faisait partie de ceux qui se battaient pour que les travailleurs mènent leurs luttes jusqu'à la réorganisation de fond en comble de la société.

Lire ou relire *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, c'est l'occasion de mesurer ce que l'élaboration des idées de Karl Marx doit à son camarade Engels. Lors de leur rencontre à Cologne en 1842, le premier contact est plutôt froid. Mais lorsqu'ils se revoient à Paris fin août-début septembre 1844, au moment où Engels se prépare à entamer la rédaction de son ouvrage, naît un compagnonnage indéfectible, sur la base d'un accord complet dans le domaine théorique. Par des voies

propres, ils ont alors dépassé leurs vieilles conceptions philosophiques et politiques et, dans leurs échanges, Engels apporte des éléments d'analyse économique issus de son expérience à Manchester qui nourrissent la pensée de Marx. Par bien des côtés, *La Situation* jette les fondements du *Manifeste du parti communiste* que les deux militants signeront ensemble en 1848, et du *Capital* dont Marx produit le premier volume en 1867. On y trouve en particulier la portée de la révolution industrielle et du machinisme, la différence entre les prolétaires et les artisans, l'unité de la classe ouvrière et son rôle historique.

Paru pour la première fois en allemand en 1845, le livre circule parmi les militants ouvriers et les socialistes allemands. Sa traduction dans d'autres langues

sera plus tardive. Il n'est publié en anglais qu'en 1887, à New York. Et ce n'est qu'à partir de sa réédition en anglais à Londres en 1892 que le livre commence vraiment à être diffusé plus largement, trois ans avant la mort d'Engels. La première édition française date quant à elle de 1933.

Ce qui frappe à la lecture de l'ouvrage aujourd'hui, c'est son actualité, notamment celle des passages sur la pollution industrielle, la destruction de l'environnement et leurs conséquences sur la santé des ouvriers. Plus généralement, le texte fait écho à ce que vivent aujourd'hui des millions de prolétaires à travers le monde, en particulier dans les pays dominés par l'impérialisme, où l'exploitation capitaliste ne fait pas moins de ravages qu'à Manchester en 1844. Inspiré par la révolte à l'égard de la pourriture de la société capitaliste, *La Situation* est écrite avec une ardeur communicative. Engels a dédié son ouvrage « *aux classes laborieuses de Grande-Bretagne* », dont il partagera les combats toute sa vie, puisqu'après l'échec des révolutions européennes de 1848 il retournera à son emploi à Manchester et vivra en Angleterre jusqu'à sa mort. Pour tous ceux qui poursuivent aujourd'hui son combat pour l'émancipation, ce texte de 1845 reste un bagage précieux.

Friedrich Engels, *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*. Traduction de l'allemand par G. Badia et J. Frédéric, Paris, les Éditions sociales, 2021. Prix : 20 euros.

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

LUTTE OUVRIÈRE



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix : 1,50 €.

**Fête de Lutte ouvrière 2023,
à Presles dans le Val-d'Oise :
Samedi 27, dimanche 28
et lundi 29 mai
(week-end de la Pentecôte)
<https://fete.lutte-ouvriere.org>**

Les exposés du **Cercle Léon Trotsky**



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix : 2 €.

Les dernières conférences :

Le mouvement ouvrier organisé face aux deux guerres mondiales
(n° 172, 15 avril 2023)

La Chine depuis Mao : face aux pressions impérialistes et aux menaces de guerre
(n° 171, 10 mars 2023)

Révolte en Iran : face à une dictature obscurantiste, élément de l'ordre impérialiste
(n° 170, 4 février 2023)

L'Ukraine, terrain d'affrontement entre l'impérialisme et la Russie
(n° 169, 19 novembre 2022)

Les banques, un concentré du capitalisme en crise
(n° 168, 20 novembre 2021)

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)
Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Thomas Rose

Les socialistes en France 1871-1914

Collection Éclairage

Prix de chaque tome : 8,20€

Tome 1 : Les tentatives d'un parti de classe 1871-1898



Tome 2 : Du ministérialisme à l'Union sacrée 1898-1914



Georg Scheuer
Seuls les fous n'ont pas peur

Scènes de la guerre de trente ans (1915-1945)

Collection Témoignages

Prix : 15€



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN –
ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeidersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 –
SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



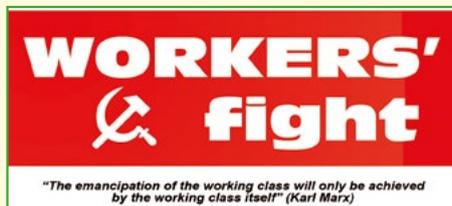
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>